



SOLEIL NOIR

Bulletin apériodique anarchiste



Caen, juin 2022.

PRIX
LIBRE

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écrit à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-mêmes proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.

C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ■

■ Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

*« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.*

*Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.*

*Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]*

Gérard de Nerval, le point noir.

*« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,*

*Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]*

Barbara, Le soleil noir

*« Au fond du H.L.M.
De la cité Staline
Se cache une fillette
Qui s'ennuie à mourir
Tous ses copains se droguent
Alors elle fait pareil
Et sans savoir pourquoi
Elle ne se contrôle pas*

*Mais elle a toujours froid
Il n'y a pas de soleil
"J'me sens bien avec ça"
Une éclipse est en elle
Et pour se réchauffer
Elle danse avec la mort
Ca la fait délirer
Toujours un peu plus fort
[...]*

Bérurier Noir, Soleil Noir.

Le combat se joue dans la rue !

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes.
Ni dieu, ni César, ni tribun »,
Une vieille chanson.

LES RÉSULTATS DU PREMIER tour des élections présidentielles, qui n'avaient de toute façon rien de réjouissant à offrir si ce n'est l'oraison funèbre des vieux partis du PS et des Républicains, sont donc tombés. Dans une pâle réédition de 2017, nous devrions déléguer notre pouvoir et marcher au pas derrière le gendre idéal et, surtout, l'Etat et le Capital, ou bien s'abandonner dans les affres du racisme et d'un "anti-système" complice au règne de la hiérarchie et de l'argent. Une autre possibilité est d'exprimer sans attendre notre révolte.

Le système électoral et leur démocratie sont des illusions, où on nous exhorte à nous identifier aux pré-occupations du pouvoir, d'en accepter la langue de bois et l'agenda. Tout cela révèle ce que les élections n'ont jamais cessé d'être : un moment synonyme de passivité où le goût pour la délégation et la résignation est stimulé. Nous devrions, chagrins ou enthousiastes, confondre nos intérêts avec ceux de l'ordre établi et éprouver de l'empathie pour des représentant-e-s qui se disputent un supplément de part de richesse et de pouvoir.

Avec le maintien du Rassemblement National au second tour, tous les plébiscitaires, sociologues, expert-e-s nous vendent déjà à grands renfort de publicité et de communication, l'union sacrée contre l'abjection "fasciste", et cela pour ratisser large de la droite à la gauche en passant par le centre, l'extrême-gauche et pourquoi pas les libertaires. Accepter les termes et les enjeux électoraux, c'est pourtant se soumettre à l'Etat et la marche actuelle de ce monde de domination et d'exploitation. C'est considérer comme crédibles les partenaires qui cogèrent depuis des lustres le système. Il devient en effet de plus en plus évident que dans ce jeu de dupes, le RN, aussi détestable soit-il, sert de variable d'ajustement politique y compris à titre de repoussoir et tous les pouvoirs en jouent. **De notre côté, nous ne perdons pas de vue que combattre l'extrême-droite ne peut se faire que simultanément avec la lutte contre l'Etat, l'exploitation capitaliste, le patriarcat, le racisme et toutes leurs nuisances.**



Nous savons déjà, quoi qu'il arrive du scrutin, ce qui nous attend : le renforcement de la précarisation de nos conditions de survie sur tous les fronts, une chasse accrue aux boucs émissaires, aux sans-papiers, aux chômeurs et chômeuses, un accroissement de l'arsenal répressif et une accumulation incessante de ravages industriels annoncés, au premier rang desquels de toutes nouvelles bombes à retardement que sont les centrales nucléaires.

Plutôt que de courir après le moins pire, nous pourrions tout aussi bien nous rappeler que les pouvoirs peuvent se défaire dans la lutte. Il y a des manifestations spontanées qui, quand elles ne courent après aucun pouvoir, nous semblent beaucoup plus porteuses d'émancipation. D'autant plus quand sans médiation ces dynamiques arrivent à passer à l'offensive. Ainsi, à Caen, en 2007, une manifestation spontanée avait accueilli à sa manière le pouvoir sarkozyste, en tournant à l'émeute. Le lendemain, le local de son parti l'UMP était incendié. **Nous pourrions très bien imaginer que ce genre d'accueil soit le prélude à une autre manière d'envisager la réponse à nos problèmes, sans s'en remettre à un chef : l'insurrection.**

NI PESTE, NI CHOLÉRA, NI PERSONNE !

Des anarchistes.

[Affiche collée sur les murs de Caen, Avril 2022, appelant à un rassemblement le soir du second tour]



Nous
n'irons
pas
voter !



NOUS NE VOULONS PAS CAUTIONNER CET ÉTAT DE FAIT, nous ne voulons pas choisir le moins pire. Aucune envie de réussir dans cette société pourrie, ni de changer les règles d'un jeu que l'on sait truqué dans ses fondements. Nous voulons en finir avec un monde qui s'appuie sur l'autorité. Nous ne votons pas, notre choix est celui de la révolte. Par la parole, par la critique et l'analyse. Par les « petits » choix du quotidien. Par des actes destructeurs. Par des passions créatrices.

CONTRE L'ÉTAT, quelle que soit sa couleur. Parce que prisons, tribunaux, commissariats, casernes, écoles seront toujours là avec n'importe quel gouvernement.

CONTRE LE CAPITAL, ses fausses promesses, ses marchandises anesthésiantes, ses illusions de bonheur matériel, sa misère et son exploitation bien réelles.

CONTRE TOUT ORDRE MORAL, les lois dans nos têtes, l'acceptation fataliste de rester à la place qu'on nous assigne. Pauvre, femme, fou, travailleur exploité, étranger sans papiers, détenu : rien à foutre, Je serai moi-même, ce que je veux être.

CONTRE TOUTES LES RELIGIONS, les appartenances identitaires, les nations et les communautés. Tous ceux qui me disent comment je dois vivre sont mes ennemis. Les paradis qu'ils nous promettent ne sont que des carcans pour notre vie – la seule qu'on a.

CONTRE LES HÉRAUTS D'UN MONDE MEILLEUR – LE LEUR. Contre les leaders et porte-paroles auto-proclamés de l'insurrection et autres maîtres à penser d'une soi-disant révolution qui pue l'embrigadement et les tribunaux. Leurs lendemains ressemblent trop à aujourd'hui.

POUR LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE, qui se réalise dans la révolte, qui est révolte contre ce monde de soumission. Aux côtés d'autres révoltés, avec quelques complices choisis dans la réciprocité ou avec la seule compagnie des étoiles et de sa propre volonté.

SI LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES peuvent être un moment pendant lequel bon nombre de personnes, dégoûtées par ce spectacle, veulent en finir avec l'État et ses représentants, permettant ainsi à des révoltés de se retrouver, il n'y a cependant aucune raison d'attendre des moments favorables. La révolte tout de suite !

POUR LA LIBERTÉ, POUR L'ANARCHIE !

[AFFICHE ANONYME, 2017]

LE MUSELAGE UNIVERSEL

IL PARAÎT QUE NOUS SOMMES SOUVERAINS. Autrefois, c'étaient les rois qui avaient cette veine, aujourd'hui c'est le peuple. Seulement, il y a un distinguo, qui n'est pas négligeable : les rois vivaient grassement de leur souveraineté, — tandis que nous crevons de la nôtre.

Cette seule différence devrait nous suffire à nous fiche la puce à l'oreille et nous faire comprendre qu'on se fout de notre fiole.

Comment, c'est nous qui remplaçons les rois et s'il plaît à un sergot de nous passer à tabac, au garde-champêtre de nous coller un procès-verbal, à un patron de nous botter le cul, tout souverains que nous soyons, nous n'avons que le droit d'encaisser... et de dire merci !

Par exemple, si cette garce de souveraineté nous rapporte peau de balle et balai de crin, y en a d'autres à qui elle profite bougrement.

Au lieu de garder ce trésor sous globe, — kif-kif une relique crétine, avec autant d'amour que si c'était trois poils de la Vierge, ou une des chaussettes de Jésus-Christ, on use de sa souveraineté... Mais on en use de la plus sale façon : on la délègue !

Et, voyez le truc miraculeux : cette souveraineté qui ne valait pas un pet de lapin quand elle était dans nos pattes, devient une source de gros bénéfices pour ceux à qui nous la délèguons.

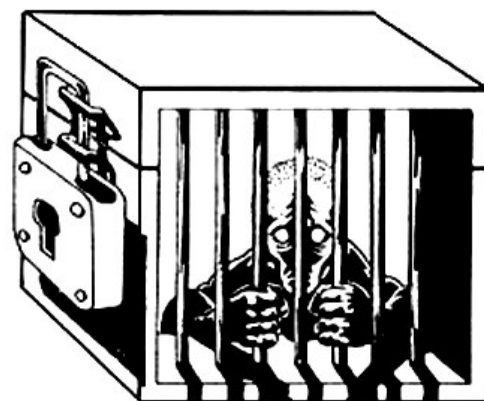
A vue de nez, il semble que ces oiseaux-là, — nos représentants, — devraient être nos larbins, nous obéir au doigt et à l'œil, n'en faire jamais qu'à notre guise, — va te faire lanlaire !

Ces bons délégués nous font la nique et, bien loin d'accepter d'être nos larbins (ce en quoi ils n'ont pas tort, car il est toujours malpropre d'obéir), ils se posent en maîtres et nous donnent des ordres, — ce qui est crapuleux !

Eux que nous avons tirés du milieu de nous ou d'à côté, sont désormais les vrais souverains ; tout doit plier sous leurs volontés : le populo n'est plus qu'un ramassis d'esclaves !

D'où vient ce changement à vue ? De ce que notre souveraineté n'est qu'une infecte roupie, une invention des jean-foutre de la haute pour continuer à nous tenir sous leur coupe.

Voici le truc : à force d'être plumé vif par les gouvernants de l'ancienne mode, rois et empereurs, le populo a fini par y trouver un cheveu et a commencé à ruer dans le brancard.



Quand les grosses légumes ont vu que ça prenait une vilaine tournure, ils ont biaisé et on dit aux rouspéteurs : «Vous avez raison de ne plus vouloir endurer des gouvernants de droit divin ; rois et empereurs sont des tigres altérés de sang, nous allons les foutre en l'air et le peuple prendra leur place : c'est lui qui gouvernera.»

Cette couillonnade avait des petits airs honnêtes qui empaumèrent le populo :

C'est lui qui allait être tout ! Quelle veine, bon sang ! C'est pour lors que ça ronflerait chouettement. Toutes les pourritures de l'ancien régime seraient foutues au rencard...

Tarata ! Quand on en vint à la pratique, ce fut le même tabac que l'ancien régime : les mêmes jean-foutre qui tenaient la queue de la poêle ont continué à gouverner sous le nom de république — l'étiquette seule a changé.

Bien mieux, autrefois le peuple avait le droit de groumer, — puisqu'il ne faisait qu'obéir. Tandis que, maintenant, il n'a même plus cette consolation : quand il veut protester, ses maîtres lui ferment le bec en lui disant : «Tais ta gueule, espèce de ronchonneur ! De quoi te plais-tu ? C'est toi qui as créé ce qui est. C'est dans ta puissante souveraineté que tu as voulu être esclave. Subis ton sort en patience : pose ta chique et fais le mort, — sinon on te fusille !»



Y A PAS À TORTILLER : cette vaste blague de la souveraineté populaire est tombée rudement à pic pour nous faire perdre le nord. Sans elle on serait arrivé à comprendre que le gouvernement est une mécanique dont tous les rouages fonctionnent dans le

but de serrer la vis au populo ; puis, avec deux liards de réflexion, on aurait conclu que le meilleur usage qu'on puisse faire de cette affreuse machine, c'est de la foutre au rencard.

On en serait venu à conclure que pour avoir ses cou-dées franches, pour vivre sans emmerdements, faut se passer de gouvernement.

Tandis que, grâce à l'embistrouillage de la souveraineté populaire, on a eu un dada tout opposé : on a cherché, — et des niguedouilles cherchent encore, — à modifier la mécanique gouvernementale de façon à la rendre profitable au populo.

Comme d'autres se sont attelés à la découverte du mouvement perpétuel ou de la quadrature du cercle, certains se sont mis à la recherche d'un bon gouvernement. Les malheureux ont du temps à perdre ! Il serait en effet plus facile de dégotter la boule carrée ou de faire sortir des crocodiles d'un œuf de canard que de mettre la main sur un gouvernement qui ne fasse pas de mistoufles au pauvre monde.



AH, LES JEAN-FOUTRE DE LA HAUTE ont été rudement mariales, en nous sacrant souverains !

On est fiers de la chose. — y a pourtant pas de quoi faire les farauds !

Quand on rumine un tantinet, ce que ce fourbi à la manque est rigouillard : y a pas pire trouducuterie.

Pour s'en convaincre, il s'agit de regarder de près le fonctionnement de cette sacrée mystification.

Et d'abord nous n'exerçons pas notre souveraineté à propos de bottes, quand l'envie nous vient. Ah, mais non ! Les dirigeants ont réglé ta chose, — tellement que nous n'usons du fourbi qu'une fois tous les quatre ans.

Cette précaution est indispensable, paraît-il, pour nous empêcher de détériorer notre trésor : la souveraineté est un bibelot fragile, et comme le populo a les pattes gourdes, s'il la manipulait trop souvent, il la foutrait en miettes.

En ne le laissant s'en servir qu'une fois tous les quatre ans, pour renouveler la délégation aux députés, les grosses légumes n'ont pas le moindre avaro à craindre : une fois la comédie électorale jouée, ils ont de la brioche sur la planche pendant quatre ans et ils peuvent s'enfiler des pots de vin et toucher des chèques à gogo.

Voici comment s'opère l'exercice de la souveraineté. Supposez que je sois votard :

Le dimanche que la gouvernance a choisi, à l'heure qu'elle a fixée (sans, naturellement me demander mon avis) je m'amène au bureau de vote.

Je défile entre une rangée de purotins qui s'emmer-

dent à vingt francs l'heure — et malgré ça palpent juste trois francs pour leur journée. Ils ont du papier plein les pattes et m'en fourrent jusque dans mes chaussettes... qui sont russes, foutre ! car en ma qualité de votard, l'alliance russe, y a que ça de vrai !

Jusqu'ici tout votard que je sois, je ne suis pas plus souverain qu'un mouton qu'on écorche.

Attendez, ça va venir...

Dans la tripotée de bulletins dont les distributeurs m'ont farci, j'en pige un, que je roule en papillote.

Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre ?

Je n'en sais foutre rien ! Le coco dont le nom est dessus m'est inconnu ; je n'ai pas été aux réunions, ça me dégoûte ; je n'ai pas lu les affiches, elles sont trop canulantes... quèque ça fait, j'ai confiance !

Mais, nom d'un foutre, ma souveraineté est toujours pucelle : j'en ai pas encore joui.

Quoique j'aie mon bulletin dans les pattes, tout prêt à être enfourné dans l'urne, je ne suis pas encore souverain ! Je ne suis qu'une belle pochetée que la gouvernance tient sous sa coupe, que les patrons exploitent ferme et que les sergots font circuler à coups de renforcements quand il m'arrive d'être attroupe.

Ne désespérons pas ! je serai souverain.

J'avance... Enfin, mon tour arrive ! Je montre ma carte, — car je suis en carte ; on ne peut pas être souverain sans être en carte.

Maintenant, j'ai des fourmis dans les doigts de pied : c'est sérieux, — évidemment le moment psychologique approche, — j'allonge la patte ; je tiens ma papillote entre les deux doigts, le pouce et le chahuteur.

Eh là, reluquez ma tronche !

Quelle scie qu'il n'y ait pas un photographe...

Une... deusse... Je vais être souverain !

Juste à la seconde précise où j'ouvrirai mon pouce et mon chahuteur... juste au moment où la papillote sera lâchée, j'userai de mes facultés de souverain.

Mais, à peine aurai-je lâché mon chiffon de papier que, bernique, y aura plus rien ! Ma souveraineté se sera évanouie.

Dès lors, me voilà redevenu ce que j'étais il y a deux secondes : une simple niguedouille, une grande pochetée, un votard cul-cul, un cracheur d'impôts.

Sur ce, la farce est jouée ! Tirons le rideau...

J'ai été réellement souverain une seconde ; je le serai le même laps de temps dans quatre ans d'ici.

Or, je ne commence à user de cette roupie souveraine qu'à l'âge raisonnable de 21 ans, — c'est un acte si sérieux qu'il y aurait bougrement de danger à me le laisser accomplir plutôt, — c'est les dirigeants qui le disent, et ils s'y connaissent !

Une supposition que je moisisse sur terre jusqu'à la centaine : le jour où j'avalerai mon tire-pied j'aurais donc quatre-vingt ans de souveraineté dans la peau,

— à raison d'une seconde tous les quatre ans, ça nous fait le total faramineux de vingt secondes... Pour être large, - en tenant compte des ballotages, des élections municipales, des trouducuteries électorales qui pourraient se produire, — mettons cinq minutes !

Ainsi, en cent ans d'âge, au grand maximum, en ne laissant passer aucune occase d'user de mes droits, sur mes quatre-vingts ans de souveraineté préten- due, j'aurai juste eu cinq minutes de souveraineté effective !

Hein, les bons bougres, voulez-vous m'indiquer une bourde plus gigantesque, une fumisterie plus carabi- née, une couleuvre à avaler, plus grosse que le ser- pent boa de la souveraineté populaire ?



MAIS FOUTRE, C'EST PAS TOUT ! Y a pas que cette unique gnolerie dans le mic-mac électoral.

J'ai dit que, tout en me laissant bonne mesure ce sera rudement chique, si en cent ans d'existence, j'arrive à jouir de cinq minutes de souveraineté ef- fective.

Ecore faut-il pour que je ne sois pas trop volé, que ma souveraineté vienne à terme et ne soit pas une fausse couche.

Or, ça me pend au nez !

Me voici, sortant de poser mon papier torcheculatif dans la tinette électorale. J'ai fait «acte de citoyen» ! Mais cet «acte» ne va-t-il pas tourner en eau de bou- din ?

Mon papier va-t-il servir à quelque chose ?

J'attends l'épluchage des torche-culs...

J'apprends le résultat...

Zut, pas de veine, je suis dans le dos ! L'apprenti bouffe-galette pour qui j'ai voté remporte une veste. Je suis donc blousé, dans les grands prix !

Ma souveraineté a foiré. J'aurais aussi bien fait d'al- ler soiffer un demi-stroc chez le bistrot. Ça m'eût fait d'avantage de profit.

Ce qui peut me consoler un brin, c'est que l'épice- mar du coin, qui a eu le nez plus creux que bibi et qui a voté pour le bon candidat — c'est-à-dire pour celui qui a décroché la timballe, — est logé à si piètre enseigne que moi.

En effet, à l'Aquarium, son bouffe-galette s'aligne de telle sorte que, chaque fois qu'il vote, il est toujours dans la minorité.

Donc, mon épice- mar est volé lui aussi ; sa souverai- neté est comme la mienne, — elle ne vaut pas tri- pette !

Ainsi, c'est net : je vote pour un candidat blackbou- lé.

C'est comme si je n'avais pas voté.

Mon voisin vote pour un candidat qui se range dans la minorité.

C'est encore comme s'il n'avait pas voté !...

Et si, au lieu d'être un votard grincheux, j'avais suivi le troupeau des moutons bêlants qui ont voté pour le bidard de la majorité ?

Eh bien, je n'en aurais pas eu un radis de plus en poche ! J'aurais tout simplement la triste satisfaction de me dire que j'ai donné un coup d'épaule à un ché- quard.

Dans tous ces arias, que devient ma souveraineté ?

Elle ne devient rien, mille tonnerres ! Elle reste ce qu'elle a toujours été, de la roustamponne : un at- trape-nigaud, un piège à prolos, — et rien de plus, nom d'une pipe !



COMME FICHE DE CONSOLATION, les grosses légumes veu- lent nous faire gober qu'un tel fourbi a pour résultat de mettre le gouvernement dans les pattes de la ma- jorité.

Ça, c'est encore une menterie faramineuse !

Ce n'est jamais la majorité qui gouverne. Ce serait elle que nous n'en serions pas plus heureux pour ça, attendu que tous les mic-macs gouvernementaux ne sont que des fumisteries d'escamotage : quoiqu'il en soit, je le répète : ce n'est jamais la majorité qui tient la queue de la poêle.

C'est toujours une majorité de crapules qui s'est ac- crochée à nos flancs — et qui s'y maintient grâce à la gnolerie du populo.

D'ailleurs pour bien se rendre compte que cette ra- caille n'a rien de commun avec la majorité, y a qu'à éplucher par le menu la distribution des bouffe- galette à l'Aquarium.



SUPPOSONS QUE LA POPULATION DE LA FRANCE, qui est, à vue de nez, d'une quarantaine de millions, soit tas- sée sur une surface grande comme une page de mon almanach.

Or, il y a juste dix millions d'électeurs sur ces qua- rante millions d'habitants.

Pourquoi 10 millions et non pas 12 ou 18 ? Pourquoi ne commence-t-on à voter qu'à 21 ans ? Pourquoi les femmes ne sont-elles pas électeurs ? Pourquoi faut-il que les bons bougres aient des quittances de loyer pour être inscrits ? Pourquoi les soldats ne votent-ils pas ?

Ça, — ainsi que bien d'autres contradictions, — personne n'a jamais pu les expliquer, c'est la bouteille à l'encre !

Donc, y a dans toute la France que dix millions d'électeurs.

Supposons que ces couillons-là poussent en carré, kif-kif les asperges, et pour les classer prenons les chiffres de la foire électorale de 1893. Ils occuperont juste le quart de la page, soit le carré ci-dessous :

Reluquez ça, les camaros, et en un clin d'œil vous aurez constaté que c'est la minorité qui fait la pluie et le beau temps.

Le carré des abstentionnistes fait à lui seul le tiers des électeurs ; vient à côté le carré des votards dont les candidats n'ont pas décroché la timballe, — ils sont 2.458.000. Ces deux carrés réunis font plus de la moitié : ceux-là se passent de députés.

Viennent ensuite les carrés des élus : celui des socialistes est le plus maigre ; celui des réacs le suit, puis celui des radicaux. Faisant la loi à tous ceux-là nous tombons ensuite dans le trou à fumier des opportunistes et des ralliés : c'est eux les plus forts, et c'est eux qui gouvernent... et ils ne sont pas le quart des votards.

Et encore, foutre, faut-il pas crier trop haut qu'ils gouvernent ! Les 300 bouffe-galette qui représentent ces 2.300.000 votards ont en effet à balancer les 270 birbes des diverses oppositions. Seulement, y a de tels mic-macs à l'Aquarium que la plupart du temps, les députés se fichent de l'opinion de leurs électeurs autant qu'un poisson d'une pomme.

Ils votent suivant les ordres d'un ministre ou les ordres d'un distributeur de chèques. De sorte que ces 2.300.000 andouilles qui ont voté pour des bouffe-galette de la majorité, n'ont — même pas eux ! — la veine d'être représentés selon leur cœur.

En dernier ressort, c'est une douzaine de crapules qui gouvernent la France : des ministres comme Rouvier, Bailhaut ou Dupuy, des distributeurs de chèques comme Arton ou des banquiers comme Rothschild.



QUANT À ESPÉRER S'ENQUILLER dans la mécanique gouvernementale, de manière à se rendre utile au populo, c'est un rêve de maboules et d'ambitieux.

C'est un sale truc que de se foutre tout rond dans un marécage pestilentiel pour se guérir des fièvres. C'est comme Gribouille qui se fichait à la Seine pour ne pas se mouiller.

D'ailleurs, on a été assez salement échaudés par des bouffe-galette qui parlaient au nom du peuple pour être guéris de la maladie votarde.

De tous les types qui avaient du poil au ventre, alors qu'ils étaient au milieu du populo, combien y en a-t-il qui, une fois élus députés, sont restés propres ?

Tolain, Nadaud, Basly et un tas d'autres ont retourné leurs vestes.

Quant à ceux qui ne se sont pas pourris complètement, ils ont pris du ventre et se sont bougrement ramollis.

Le plus chouette est de se tenir à l'écart, de faire le vide autour des tinettes électorales.

Puisqu'on nous serine que nous sommes souverains, — gardons notre souveraineté dans notre poche, ne soyons plus assez cruches pour la déléguer.

C'est pour le coup que les grosses légumes feraient une sale bobine !

Ne pouvant plus se réclamer du populo, tout leur pèterait dans les mains ; les rouages gouvernementaux n'étant plus graissés par l'impôt se rouilleraient, et en peu de temps la mécanique autoritaire se déclancherait et ne fonctionnerait plus.

Ce serait pour le populo le commencement d'une riche saison de bien-être ! »

• Émile Pouget ,

Almanach du père Peinard, 1896



CONTRE LA POLITIQUE.

SI LES TRAVAILLEURS voulaient y réfléchir un tant soit peu ils s'apercevraient bien vite que la participation à la vie politique, l'usage des droits électoraux que la bourgeoisie a bien voulu lui octroyer, dans son intérêt et pour diminuer les causes du mécontentement public, n'ont changé en rien ni la position historique du prolétariat vis-à-vis des autres classes, ni sa situation économique, restée inférieure, bien que, depuis cinquante-quatre ans de suffrage universel le sort des ouvriers ait défrayé la prose électorale de tous les partis politiques.

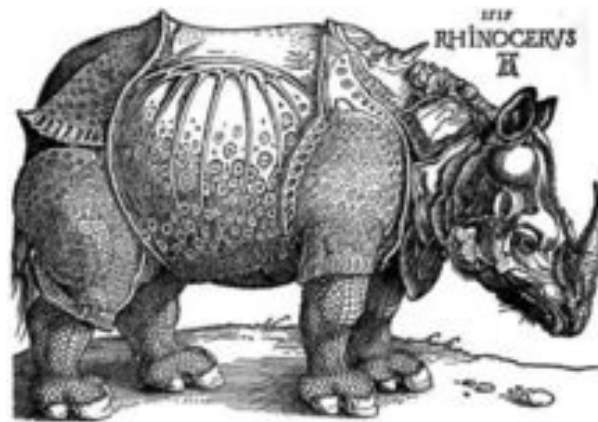
La classe possédante — maîtresse des moyens de production, de l'outillage industriel, de la terre, des voies de communication, des rouages administratifs, instruite et limitant l'instruction du peuple, détenant toute autorité, depuis celle du garde-champêtre jusqu'à celle que confère le pouvoir exécutif — pouvait sans beaucoup de crainte appeler le prolétaire à sanctionner les lois faites par elle et lui donner ainsi une paît de responsabilité dans la marche des affaires publiques.

Le calcul, tout cynique qu'il fût, ne trouva personne pour le déjouer.

Si l'aristocratie de nom et de fortune protesta, ce ne fut point par honnêteté mais par fierté, le fait de conférer à la plèbe des droits civiques identiques aux siens lui semblant un sacrilège.

La presse, aux mains de la classe moyenne, pouvait facilement circonvenir le peuple en créant un courant d'idées fausses, en posant les bases d'une éducation civique contraire à ses véritables intérêts, en l'amenant à un piétinement sur place qui sauvegardait les intérêts bourgeois tout en lui faisant entrevoir de meilleures conditions de vie dans l'exercice du suffrage universel et dans le choix judicieux de ses mandataires.

Or, par la force même des choses, les mandataires du prolétariat étaient pris dans le sein de la classe dirigeante. Avocats, médecins, financiers, journalistes, n'avaient pas de peine, en se présentant devant le peuple ignorant, à conquérir ses suffrages et à lui faire croire qu'il allait toucher la terre promise. Depuis un demi-siècle et plus que les tréteaux de la foire électorale sont



dressés la liste des bateleurs qui l'ont ainsi berné et que, toujours naïf, il acclamait, ne tiendrait pas dans les quatre pages du journal. Il s'est laissé rouler par les bavards de tous les partis qu'il prenait pour des tribuns ; les chercheurs de places, il les a pris pour des hommes désintéressés ; insulté par les gouvernants, du haut de la tribune législative, il les a acclamés quelques temps après ; menteurs éhontés, il a admiré leur rouerie et c'est lui qui en faisait les frais. Qu'a-t-il gagné au suffrage universel sinon d'être un perpétuel jouet dans la main de la bourgeoisie ?

S'il n'a pas gagné autre chose, nous savons par contre tout ce qu'il a perdu.

Il a perdu d'abord la notion exacte de sa situation dans l'histoire ; il a perdu le sens de l'action qui devait se poursuivre sur le terrain économique contre l'exploitation capitaliste ; il a perdu la confiance en ses forces, divisées par la politique et ses compétitions ; il a perdu le ressort nécessaire qui lui eût permis de préparer la lutte, de grouper les initiatives, de faire l'éducation des individus et d'opposer à la classe dirigeante, toujours avide, des revendications catégoriques et nettement formulées. Aux rares époques où le peuple s'est repris il a suffi d'une manœuvre de la bourgeoisie pour paralyser ses mouvements et le ramener soumis à sa chaîne ; la fin de l'Internationale en est une preuve flagrante.

Les habiles ne manquèrent pas non plus au sein du peuple pour profiter des avances du pouvoir et des places qu'il tient en réserve à ceux qui le

C'est un âne qu'il nous faut !

Le 8 mai 1898, Zo d'Axa, un individualiste - c'est ainsi qu'il se définissait - , et des complices anarchistes, défilent au côté d'un âne blanc qu'ils ont prénommé Nul. Cet âne, ils viennent d'en faire leur candidat à l'Assemblée Nationale.

Il s'agit pour eux de railler les électeurs qui continuent de se précipiter aux urnes se choisir d'anciens ou de nouveaux maîtres : « *Votez, électeurs ! Votez ! Le Parlement émane de vous. Une chose est parce qu'elle doit être, parce qu'elle ne peut pas être autrement. Faites la Chambre à votre image. Le chien retourne à son vomissement — retournez à vos députés...* »

Quelques années plus tôt d'Axa comme les anarchistes avaient subi les foudres de la troisième république et de ses lois scélérates. Il est enfermé à la prison Mazas. Sur l'ensemble de la planète, les gouvernements sous leurs différentes formes s'entendent à merveille pour endiguer la subversion anarchiste qui a contaminé le mouvement ouvrier. Interpol est créé et on juge et emprisonne les « complices » sinon en actes, au moins en idées de Vaillant, le dynamiteur d'assemblée nationale et de Caserio, l'assassin de Président. La chasse aux anarchistes est ouverte.

Le refus anarchiste du vote ne se forge pas seulement dans les lymbes éthérées des idées, mais également dans l'expérience pratique de ce qu'est le pouvoir et l'Etat.

servent, à tel point que le peuple finit par considérer les convoitises de ses mandataires comme autant de revendications à faire valoir ; il lui semblait, en voyant quelques-uns des siens installés dans de bonnes sinécures, que lui même souffrait moins et que son heure allait enfin sonner. Le peuple avait aussi ses parasites.

Aujourd'hui, le politicien règne en maître. Les corporations ouvrières infectées de ce virus sont en train d'en mourir. Le fait d'avoir voulu servir des intérêts politiques amènera bientôt la mort de la Fédération des sociétés ouvrières, et la fameuse Union, que les pires politiciens ouvriers — dressant autel contre autel — viennent de présenter sur les fonts baptismaux, nous paraît devoir être une pépinière de candidats et d'électeurs bien pensants.

Trompé par les bourgeois, le peuple l'est aussi par ses propres enfants. Nous avons vu le représentant ouvrier, pas plutôt élu, faire la roue devant ses collègues bourgeois, ou bien, si les circonstances l'exigent, se faire petit pour être agréé par les ennemis du peuple ; il faut savoir capter la confiance des possédants.

Nous avons vu aussi le socialisme des représentants ouvriers se décolorer au premier contact bourgeois ; nous avons vu ces socialistes, que la bourgeoisie feignait de craindre, se demander devant l'aréopage radical quelle différence il pouvait bien y avoir entre le radicalisme et le socialisme.

Si les variations du baromètre politique l'exigeaient ils descendraient encore plus bas ; ils ne demandent qu'à s'enliser.

Ce que nous disons de Genève se passe ailleurs identiquement. Le congrès général français a été

bien instructif à cet égard. Nous y avons vu une tourbe d'ambitieux, de députés en rupture d'assiette, repousser toutes les résolutions ayant un caractère nettement socialiste et posant la lutte sur le terrain économique pour n'accepter que des résolutions purement politiques. C'est ainsi la fin d'une équivoque qui n'avait que trop duré.

Partout donc la situation se dessine nettement : d'un côté, des politiciens, bourgeois et socialistes, faiseurs de lois, dont le résultat le plus sûr est d'énervier le prolétariat et de lui enlever toute volonté, toute idée de lutte, pour qu'il s'en remette entièrement à eux — nouveaux prêtres — du soin de faire son bonheur ici-bas ; de l'autre, ceux qui veulent, au contraire, réveiller en lui le sentiment de sa force, l'esprit de critique précurseur de l'esprit de révolte ; lui rendre la conviction que le progrès véritable est l'œuvre de la volonté des hommes et qu'il faut vouloir.

A l'appel aux urnes poussé par les politiciens de tout acabit nous répondrons : Prolétaires ! l'urne sanctionne votre assujettissement ; la politique est le meilleur diviseur que la bourgeoisie ait trouvé pour maintenir ses privilèges ; éloignez-vous des urnes si vous avez conscience du rôle de dupes que l'on vous fait jouer !

Georges Herzig,
Le Réveil communiste-anarchiste n°10,
10 novembre 1900.
[Repris de Non fides]

L'entraide est autre chose que la solidarité.

« En nous déclarant anarchistes, nous proclamons d'avance que nous renonçons à traiter les autres comme nous ne voudrions pas être traités par eux ; que nous ne tolérons plus l'inégalité qui permettrait à quelques-uns d'entre nous d'exercer leur force, ou leur ruse, ou leur habileté, d'une façon qui nous déplairait nous-mêmes. [...] Ce n'est pas seulement à cette trinité abstraite de Loi, de Religion et d'Autorité que nous déclarons la guerre. En devenant anarchistes, nous déclarons la guerre à tout ce flot de tromperie, de ruse, d'exploitation, de dépravation, de vice – d'inégalité en un mot – qu'elles ont déversé dans les cœurs de nous tous »,

Pierre Kropotkine



L'ENTRAIDE EST À LA MODE. Des journaux télévisés aux discours de propagande gouvernementaux, des collectifs militants aux associations humanitaires, le mot est sur toutes les bouches. La crise sanitaire est aussi une grande promesse de nouvelle relation à l'autre. Evidemment, tout le monde ne s'est pas converti aux positions de l'anarchiste russe Kropotkine, qui avait jadis écrit un ouvrage sur *L'entraide* – dans lequel il apporte aussi une certaine confusion dans la distinction entre les différentes formes de solidarité. Il avait aussi fait l'éloge de la propagande par le fait et de la révolte sans concessions contre le principe d'autorité.

Il y a bien des manières de porter son attention à autrui. Les religions monothéistes ont fait de la charité un de leur pilier. Pour les chrétiens du Moyen-âge, les pauvres ne pouvaient qu'être proches de Dieu, puisque Jésus lui-même était pauvre. D'où l'entrée dans les Ordres des plus motivés – ou fanatiques, c'est selon. Pour les autres, la charité permettait de se rapprocher de Dieu en aidant les pauvres, tout en restant riche. Faut pas déconner. Plus tard, l'Eglise inventera le paiement du paradis. Du coup, ce sont les riches qui se retrouveront auprès de Dieu, pas les pauvres. Les réjouissances d'un certain esprit capitaliste sont alors en préparation.

La charité est restée aujourd'hui une manière parmi d'autres de faire tenir l'ordre existant. Nombre d'associations humanitaires en sont les héritières (Emmaüs, Secours Catholique, etc.). La religion perdant un peu de poids, la charité s'est recyclée dans la philanthropie, sorte de philosophie bourgeoise et sécularisée de l'aide aux miséreux et miséreuses. Cette forme de solidarité renvoie à une responsabilité morale des uns et des unes envers les autres. Elle est surtout un instrument de pouvoir et de domination. Non seulement elle donne bonne conscience aux riches, mais en plus elle leur donne un réel pouvoir sur les personnes qu'elles aident, qui ont une dette morale à leur égard. En fait, la

charité comme la philanthropie ont un rôle, celui d'être un outil de préservation de la paix sociale, éventuellement en apportant quelques corrections pour les situations les plus dramatiques. Autrement dit, ces formes de solidarité viennent perpétuer l'ordre établi et consolider une hiérarchie sociale. Derrière le geste de donner ou de recevoir, il y a la signification de sa position sociale et l'assignation à celle-ci.

Un certain nombre de révoltés se sont essayés à d'autres formes de solidarité, entre égaux et égales. A chaque fois, cette entraide mutuelle était associée à l'auto-organisation et la lutte sociale. Que ce soit chez les Diggers anglais au milieu du 17^{ème} siècle, les partageux et partageuses du 19^{ème}, ou encore les quilombos brésiliens de la période coloniale, cette forme de solidarité est indissociable d'un sentiment de révolte partagée. Par la même occasion, les frontières entre la personne qui aide et celle qui reçoit sont brouillées, poreuses, invisibles, l'accent étant mis sur la réciprocité. C'est cela, l'entraide. C'est pourquoi les premiers socialistes refusaient les politiques d'assistance publique et la main tendue de l'Etat – loin donc des positions de nombre de révolutionnaires revendiqués d'aujourd'hui – : ils et elles y voyaient une logique paternaliste et charitable.

Face aux aspirations à l'entraide, les capitaines

d'industrie du 19^{ème} vont inventer le patronage. Em- preint de paternalisme, un bon patron élèvera ses ou- vriers et ouvrières à la civilisation par l'éducation et des conditions de travail acceptables. C'est surtout une entreprise de moralisation d'une population exploitée agitée et une manière de s'assurer d'une main d'œuvre productive. L'ingénierie sociale va s'affiner en sélec- tionnant les plus méritants, par exemple. Le but est de casser les solidarités réelles en dressant les uns et les unes contre les autres. Surtout, dirigeants et diri- geantes vont étatiser les rapports de solidarité. La réso- lution de la question sociale proposée va devenir celle d'une distribution des bénéfices et des charges de la solidarité, dont la loi est l'expression et l'Etat le garant. Face aux agitations révolutionnaires, même les plus conservateurs s'allient aux communistes d'Etat pour pondre l'Etat social. L'ordre existant s'appuie sur un compromis merdique, il faut bien le dire, où même la solidarité, qui ressemble à des miettes, est administrée. L'idée pivot de cette nouvelle forme de solidarité est celle de service public.

Plus récemment, et avec la décomposition de pans en- tiers de l'Etat social, cette solidarité étatique s'est re- trouvée de plus en plus diluée dans l'associatif. On y trouve des formes classiques humanitaires, mais aussi une solidarité qui s' imagine complémentaire et correc- tive de la redistribution étatique et de la concurrence sur le marché. Bref, l'idée est d'humaniser l'ordre exis- tant et d'essayer de réguler les rapports sociaux en ajoutant un peu de réciprocité quand c'est possible. Foutre un pansement, en somme. Ça, c'est l'économie solidaire. Or, les collectifs d'entraide qui émergent ici et là ont tout de cette forme de solidarité associative, mêlant humanitaire, revendication consensuelle pour « plus de justice », éventuellement recours aux subven- tions. Une sorte de solidarité démocratique (elle est revendiquée comme tel). D'autant que ces pratiques s'appuient toujours sur des catégories bien définies : celles et ceux qui donnent et celles et ceux qui reçoivent. Les solidarités de base, c'est déjà bien, et encore pas toujours, mais ça n'a pas grand-chose à voir avec l'entraide.

Il existe pourtant d'autres activités de solidarité en opposition explicites avec le principe d'autorité. Et l'entraide se trouve justement là. Elle n'est pas juste un outil pour la survie ou une modalité d'autogestion du désastre. L'entraide est conçue comme une offen- sive pour démanteler les structures autoritaires du vieux monde, comme une attaque contre l'ordre exis- tant, *en portant ici et maintenant une exigence égalitaire*. D'où son lien indéfectible avec l'auto-organisation et la conflictualité permanente contre toute domination et exploitation par l'action directe.

On peut se dire que c'est juste de la sémantique. Mais ces distinctions sont importantes pour décrire des réa- lités très différentes. Il n'y a en effet rien à voir entre une association qui aide des personnes sans-papiers sans remettre en question leur statut (philanthropie), une association qui agit *pour les sans-papiers* tout en maintenant des cloisonnements, comme le fait de ne pas traduire l'ensemble des discussions au moment des prises de décision, et animée d'une volonté de ré- duire les injustices contre des victimes explicites (solidarité démocratique), et une association qui essaie de brouiller les frontières et d'agir *avec des sans- papiers*, par exemple en faisant tourner les moyens de lutte entre leurs mains, dans une perspective de ré- volte face aux causes de l'oppression des exilé-es, comme la guerre, le capitalisme, les frontières, les dés- astres industriels, l'enfermement, etc. (entraide). Certes, la distinction entre sans-papiers et avec- papiers est réelle : les conditions d'existence ne sont pas les mêmes. Ce sont aussi des luttes qui ne peuvent que ramener à un aménagement de l'existant : avoir un toit sur la tête, obtenir des papiers, traverser une frontière... C'est pourquoi décaler la lutte vers ce qui produit des sans-papiers peut amener des perspec- tives plus réjouissantes, et au passage des complicités avec des individus plutôt qu'avec des catégories. Il n'empêche que l'ombre de l'autorité se cache dans les moindres détails, aussi bien les relations ordinaires que les manières de lutter aux côtés d'autres indivi- dus. Les mots peuvent parfois avoir leur importance et désigner des réalités aux enjeux bien réels.

JD.



Pierre Kropotkine, *L'entr'aide, un facteur d'évolution*

Le prince anarchiste Pierre Kropotkine est né en 1842 dans une famille de la vieille noblesse russe. Promis à une brillante carrière militaire, il choisit finalement un régiment de cosaques en Sibérie. Il en profite pour explorer et se forger ses intuitions, tant sur l'évolution dans la nature que sur la critique des politiques réformistes, en passant par la solidarité des institutions communales paysannes. Il commence à publier des travaux scientifiques. Pressenti pour devenir secrétaire de la Société royale de géographie de St Pétersbourg, il préfère visiter en 1872 les internationalistes du Jura suisse. Il y découvre l'anarchisme.

De retour en Russie, il participe à des cercles révolutionnaires, ce qui lui vaut une première condamnation à la prison en 1874. En 1876, il parvient à se faire la belle à l'occasion d'un transfert à l'hôpital, traversant ensuite la Finlande, la Suède, l'Ecosse, avant de s'installer à Londres. Il participe à l'agitation révolutionnaire européenne et se lie à la Fédération jurassienne, multiplie les rencontres, notamment avec Elisée Reclus, Errico Malatesta ou Paul Brousse, voyage en Espagne et ailleurs. En 1882, il est embastillé une seconde fois, cette fois en France et suite à la grève virulente des ouvriers de la soie à Lyon. Il est considéré comme un instigateur de la « propagande par le fait ». Il faut dire que pour lui, si « un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs », il faut bien se révolter « par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite... tout est bon pour nous, qui n'est pas la légalité ».

*Sous la pression d'intellectuels comme Victor Hugo, il est libéré en 1886, et retourne s'installer à Londres. Il publie tant de la géographie que de bonnes feuilles anarchistes, comme *La morale anarchiste* en 1889, *La conquête du pain* en 1892, *L'entr'aide, un facteur d'évolution* en 1902, ou *La Grande Révolution* en 1909. En 1916, il est un des signataires du « Manifeste des Seize », tombant dans les errements du nationalisme guerrier. Vivement critiqué par une grande partie du mouvement anarchiste, il revient en Russie en 1917, lorsque la révolution éclate. Il refuse un poste de ministre de l'Éducation proposé par les bolcheviks. Retrouvant un peu de lucidité après ses positions pro-guerre de 1916, il critique vivement le régime soviétique et prophétise l'écrasement de la révolution sociale par une bureaucratie rouge, avant de s'éteindre en 1921. 100.000 personnes forment un cortège funèbre, dont beaucoup d'anarchistes détenus autorisés pour l'occasion de sortir de prison pour 12 heures.*

*Toute sa vie durant, tant dans ses écrits que dans sa pratique, Kropotkine a fait de l'entraide un des piliers de l'anarchisme et d'une vie libre et égalitaire. Mais ce n'est pas une entraide inoffensive. Elle est sans cesse liée à la révolte contre le principe d'autorité. L'extrait qui suit, issu de *L'entr'aide, un facteur d'évolution*, rappelle cet attachement à la lutte sociale, évoquant notamment les caisses de grève.*



« [...] Quant aux États européens, il suffit de dire que jusqu'à une date très récente, toutes espèces d'unions étaient poursuivies comme conspirations. Cependant, il en existe partout, quoiqu'elles doivent prendre souvent la forme de sociétés secrètes ; l'extension et la force des organisations du travail, et particulièrement celle des Chevaliers du Travail, aux États-Unis et en Belgique, ont été suffisamment mises en évidence par les grandes grèves depuis 1890. On doit cependant se rappeler que, outre les persécutions, le simple fait d'appartenir à une union ouvrière entraîne des sacrifices considérables d'argent, de temps, de travail non payé, et implique continuellement le risque de perdre son emploi pour le simple fait d'appartenir à l'union. En outre, chaque membre d'une union a toujours à envisager la grève ; et l'effrayante réalité de la grève, c'est que le crédit limité d'une famille d'ouvriers chez le boulanger et le prêteur sur gages est vite épuisé, la paye de grève ne mène pas loin, même pour la simple nourriture, et la faim se lit bientôt sur les figures des enfants. Pour celui qui vit en contact intime avec les ouvriers, une grève qui se prolonge est un spectacle des plus déchirants ; et on peut facilement concevoir ce qu'était une grève, il y

a quarante ans en Angleterre, et ce qu'elle est encore dans presque toutes les contrées d'Europe, surtout les plus pauvres. Aujourd'hui encore, les grèves se terminent souvent par la ruine totale, et l'émigration forcée de populations entières ; et quant à la fusillade des grévistes, pour la plus légère provocation, ou même sans provocation aucune, c'est encore tout à fait habituel en Europe.

Cependant, chaque année, il y a des milliers de grèves et de contre-grèves patronales en Europe et en Amérique – et les luttes les plus longues et les plus terribles sont, en général, celles qu'on nomme « les grèves de sympathie », entreprises par les ouvriers pour soutenir leurs camarades renvoyés en masse, ou pour défendre les droits d'association. Et tandis qu'une partie de la presse est disposée à expliquer les grèves par « l'intimidation », ceux qui ont vécu parmi les grévistes parlent avec admiration de l'aide et du soutien mutuel qui sont constamment pratiqués par eux. Tout le monde a entendu parler de la somme énorme de travail qui fut fournie par les ouvriers volontaires pour organiser des secours pendant la grève des ouvriers des docks de Londres ; ou bien des mineurs anglais qui, après avoir eux-mêmes chômé pendant bien des semaines,

payaient une contribution de 4 shillings par semaine aux fonds de la grève, dès qu'ils avaient repris leur travail ; de la veuve du mineur qui, pendant la grande grève dans le Yorkshire en 1894, apporta aux fonds des grévistes les épargnes qu'avait pu faire son mari durant toute sa vie ; de la dernière miche de pain qui est toujours partagée avec les voisins ; des mineurs de Radstock qui, ayant l'avantage de posséder de grands jardins potagers, invitèrent quatre cents mineurs de Bristol à venir prendre leur part de choux et de pommes de terre, et ainsi de suite... Tous les correspondants des journaux, durant la grande grève des mineurs du Yorkshire, en 1894, savaient quantité de faits semblables, mais tous ne voulaient pas donner des détails aussi « déplacés » à leurs journaux respectifs.

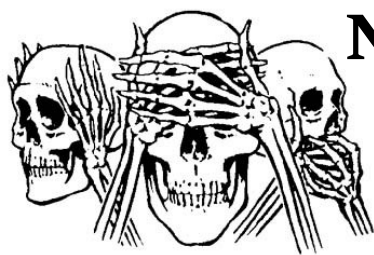
Le syndicat n'est pas cependant la seule forme par laquelle se manifeste le besoin d'entraide de l'ouvrier. Il y a encore les associations politiques, considérées par bien des ouvriers comme plus capables de con-

duire au bien-être général que les unions de métier, qui n'ont jusqu'à présent que des desseins limités. Bien entendu, le simple fait d'appartenir à un corps politique ne peut pas être regardé comme une manifestation de la tendance à l'entraide. Nous savons tous que la politique est le champ dans lequel les éléments les plus purement égoïstes de la société forment les combinaisons les plus complexes avec les aspirations altruistes. Mais tout politicien expérimenté sait que les grands mouvements politiques ont été ceux qui avaient de grands buts, souvent très lointains, et que les plus puissants ont été ceux qui ont provoqué l'enthousiasme le plus désintéressé. Tous les grands mouvements historiques ont eu ce trait distinctif, et pour notre génération, le socialisme est dans ce cas [...]. »

Pierre Kropotkine,
L'entraide, un facteur d'évolution,
1902

LA RÉSILIENCE,

NOUVELLE RELIGION D'ÉTAT



LES ÉTUDES CRITIQUES SUR LA RÉSILIENCE ne sont pas nombreuses, tandis que les références à cette notion se multiplient. Thierry Ribault est venu opportunément corriger le tir en publiant *Contre la résilience* (L'échappée, 2021).

Le concept de résilience est issu de l'ingénierie ferroviaire et désigne originellement la résistance des rails aux chocs et déformations, mais va très tôt s'aventurer dans d'autres domaines. Au milieu du 20^{ème} siècle, la discipline écologique s'empare du terme. Les frères Eugene et Howard Odum sont des pionniers pour la recherche écologique des écosystèmes. Ils vont être dépêchés au milieu des années 1950 par l'*US Atomic Energy Commission* pour étudier l'irradiation par les essais atomiques américains des atolls situés dans l'océan Pacifique. Ils considèrent alors ces études –

et les explosions à leur origine – comme « *une opportunité unique de mener des analyses d'une importance considérable relatives aux effets des radiations provenant des produits de fission sur la population entière et sur l'ensemble des systèmes écologiques sur le terrain* »¹. Il s'agit de tester leur résistance aux effets induits par les rayonnements ionisants. L'écologie systémique émerge du champ de l'écologie des radiations, c'est-à-dire « *de l'intérêt morbide [...] pour l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction et à en tirer parti* »².

Par la suite, l'usage du terme va se multiplier et se médiatiser, notamment en psychologie avec les travaux de Boris Cyrulnik. Dès 2008, la notion de résilience émerge au sein de l'Etat français : un Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale défi-

1. Howard et Eugene Odum, « *Trophic Structure and Productivity of a Windward Coral Reef Community on Eniwetok Atoll* », *Ecological Monographs*, 25 (3), 1955, p.291-320

2. Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p.29

nit la résilience comme « *la volonté et la capacité d'un pays, de la société ou des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable* ». Le Livre blanc mentionne : « *Les différentes atteintes possibles à la sécurité, qu'elles résultent d'initiatives hostiles ou de catastrophes naturelles, exigent un niveau identique d'anticipation, de préparation et de rapidité dans la réaction pour nos concitoyens.* »

Après avoir pendant un temps envisagé de sortir du nucléaire, la réponse de l'Etat japonais à la catastrophe nucléaire de Fukushima a été de créer un Ministère de la résilience. Loin d'être anodine, cette institution est un symbole de la nouvelle stratégie déployée par les pouvoirs pour faire face aux désastres, au Japon comme ailleurs. En France, la loi portant sur la question environnementale de 2021 a été nommée « LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE », tandis que le déploiement de moyens militaires lors de la crise sanitaire de la Covid-19 a été dénommé « OPÉRATION RÉSILIENCE ».

Aujourd'hui en France, les ministères des armées et de l'environnement semblent se disputer l'usage de la notion. Quand ce sont les militaires qui s'emparent de la résilience, il est difficile de faire croire que c'est pour notre bien. Nous sommes en réalité invités, flingue sur la tempe, à nous sacrifier pour la Nation, s'il le faut en bouffant du poison. Voilà ce qui donne une petite idée de ce que contient, au fond, cette idéologie : maintenir l'ordre tel qu'il est.

Il ne s'agit plus de nier l'avènement de la catastrophe mais de s'y préparer, et donc de faire accepter son inéluctabilité. Pour cela, trois stratégies sont mobilisées : en minimiser les conséquences (par exemple en niant les effets des radiations sur les formes de vie, pourtant avérés, et de manière générale en produisant de l'ignorance à la manière dont l'industrie du tabac a tenté de minimiser les conséquences sanitaires de l'usage du tabac) ; expérimenter la survie dans des zones contaminées en maintenant les populations sur place (comme c'est le cas en Biélorussie et à Fukushima), légitimant du même coup l'industrie de la décontamination, de la reconstruction, des déchets ; impliquer les citoyens et citoyennes, afin d'obtenir sinon l'adhésion, au moins un consentement général.

On en appelle même à l'autogestion, mais une autogestion dans un cadre strict où les autorités et les experts restent les maîtres. Une autogestion du

désastre, où la volonté de s'émanciper de ce qui a causé le désastre peut être assimilé à du terrorisme. Nous sommes en réalité dans l'art le plus raffiné de la cogestion, à la manière dont les syndicats ont participé à l'accumulation de capital, et ainsi à aménager leur propre exploitation. Ici, les citoyens sont appelés à mettre la main à la pâte de l'administration du désastre. Il ne s'agit plus de négocier la longueur des chaînes, mais la dose d'empoisonnement...

L'administration du désastre à Fukushima a en effet trouvé des appuis citoyens de choc. Peu de temps après la contamination radioactive et alors que les plus lucides tentent de fuir le plus loin possible, quelques huluberlus fondent l'ONG locale *Ethos in Fukushima*, afin de pousser à rester vivre en zone contaminée. Le nom choisi est une référence explicite à un programme des nucléocrates à Tchernobyl, ETHOS, visant à expérimenter la « *vie sous contrainte radiologique* » tout en niant l'étendue des dégâts.

Ryoko Ando, la plus fervente de ces huluberlus, critique même le dédommagement des exilés contraints de fuir la radioactivité, tout en appelant les autorités à intervenir pour faciliter l'autogestion des populations en zone contaminée : distribuer des dosimètres, envoyer des experts, organiser des réunions publiques. Le techno-totalitarisme se pare d'une orientation libertarienne.

Perfusée à l'idéologie de la résilience, l'ONG locale peut ainsi déclarer quelques mois après la catastrophe : « *ce dont il s'agit, c'est de la vie à Fukushima après la catastrophe nucléaire. Mais au-delà, c'est notre capacité à léguer un avenir meilleur, car c'est merveilleux de vivre ici. L'histoire de Fukushima est un cadeau pour le futur* ». Pas sûr que les malades et les endeuillés le voient de cette façon.

L'idéologie de la résilience est en fait considérée comme une sorte de nouvelle religion d'Etat, où toutes les situations suscitant de la vulnérabilité sont saisies pour inciter à faire du malheur une source de rebond et d'adaptation : finalement une idéologie de « faire avec », tout en individualisant la responsabilité de la catastrophe. Son fondement est l'adaptation, instillant une nouvelle forme d'eugénisme. Ce sont les plus aptes à rebondir qui seront sauvés, pour subsister dans un monde où la vie est réduite à la survie et les individus condamnés à bricoler des solutions pour se protéger eux-mêmes.

Dans cette idéologie où chaque crise est prétexte à rebondir, l'être humain est considéré comme un système similaire à une machine, conformément à la

cybernétique : un noyau de matière sans cesse envahi par des informations à intégrer et autour duquel gravitent les cercles circulaires de la vie biologique, du mental et de l'esprit. La religion est, au passage, réhabilitée comme un mécanisme consolidant le système immunitaire et favorable à la capacité de surmonter les chocs. On ne sait plus très bien si la religion est résilience, ou si la résilience est religion.

Chaque drame et catastrophe, source de perturbation, est finalement considéré positivement, permettant de sortir de sa zone de confort et de s'adapter, et ainsi progresser – c'est-à-dire être productif. La résilience est en réalité une forme de management visant à conditionner l'être humain. Le changement, c'est bien, ça permet de rester actif. Les suicidés de France Telecom en savent quelque chose.

On ne peut pas nier que la résilience a quelque chose de séduisante. De fait, à peu de frais apparents, elle nous offre clé en mains une solution à nos déboires, vantant en même temps nos capacités à rebondir et à se sortir de n'importe quelle situation, sans avoir à remettre en jeu les orientations profondes. Ce n'est pas pour rien que c'est par la psychologie que la résilience s'est diffusée dans les populations.

Il ne s'agit pas de nier que toute personne a des ressources parfois insoupçonnées pour faire face aux épreuves, ni de proposer de se complaire dans le désespoir, à la manière du mouvement romantique. Il me semble plus pertinent de se lancer « A la conquête du bonheur », comme le propose Albert Libertad³ – entendu qu'il n'est ni un bonheur céleste, mais bel et bien terrestre, ni remis à plus tard, mais à portée de main, ni même une obligation.

Il n'y a toutefois rien de comparable avec l'idéologie de la résilience et sa contrainte au rebond. L'anarchiste

entend s'épanouir pleinement en vivant intensément, y compris, au besoin, par la révolte contre ce qui se mettrait face à lui. La joie de vivre occupe une place, mais n'est pas confondue avec la liberté – dont la quête peut parfois mener à une existence tragique. La vie heureuse a quelque chose à voir avec les conditions de la vie sociale, tout en étant une aptitude découlant d'une démarche personnelle, qu'il est possible de conforter par des pratiques collectives. L'anarchisme est en général un dépassement du clivage individuel/collectif.

La lucidité face au désastre n'est pas incompatible avec les émotions, comme la fureur, la tristesse ou la peur. En l'occurrence, c'est bien ne pas fuir face à la radioactivité qui relève de l'irrationnel, contrairement à ce que racontent les nucléaristes. La peur peut nourrir de saines réactions.

Ces émotions sont une manifestation palpable d'une condition partagée, pouvant donner lieu à une conscience collective du refus de vivre sous la menace. Surtout, elles font partie de l'être humain réel, complet, avec ses fragilités et ses inutilités. Toute émotion n'est pas valorisable, et c'est tant mieux. C'est pareil pour la souffrance : il n'y a aucun secret caché au fond de la douleur, pas plus de mérite ou de sens caché.

L'idéologie de la résilience est un des dispositifs de l'Etat pour nous faire passer la pilule de la domination, anticipant l'aggravation des désastres. Ce n'est plus seulement l'avenir qui a tout de dystopique, mais notre présent. Il pourrait encore se dégrader. Les expérimentateurs de tout poil en ont encore sous la pédale, nous préparant à vivre dans un monde invivable avec des solutions techniques qui renforcent les problèmes.

A la fin des années 1950, une philosophe faisait débiter la *Condition de l'homme moderne* par le lancement d'un satellite autour de la Terre⁴. Cet



3. Albert Libertad, « A la conquête du bonheur », *L'anarchie*, 25 octobre 1906

4. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983

événement était alors l'expression de la tentative de fuite de l'homme moderne : s'évader de sa prison terrestre pour aller vers les étoiles et fuir le monde pour le Moi. La tête dans les étoiles... en étant branché sous respirateur.

Etrange tentation alors que la planète Terre est, autant qu'on le sache, la seule à nous procurer un habitat dans lequel on peut se mouvoir et respirer sans effort et sans artifice. Cette fuite en avant est l'expression du désir d'échapper à la condition humaine en artificialisant la vie elle-même. Etrange tentation, qui est en réalité un nouveau stade d'aliénation, où l'être humain s'aliène son propre milieu terrestre. Les mathématiques sont l'outil nécessaire à cette tentation, réduisant tout en un langage simplifié, débarrassé de tout rapport sensible. Pas certain, pourtant, que les chaînes artificielles soient plus douces que les chaînes naturelles...

Cette tentative d'évasion pousse à produire un monde de plus en plus artificiel. La prophétie est autoréalisatrice, dans la mesure où cette artificialisation épuise les ressources naturelles, pollue l'ensemble de la planète et rend la Terre de plus en plus inhabitable. L'accélération de l'artificialisation est alors présentée comme la seule solution. Plus on solutionne par des moyens technologiques et industriels, plus on casse, plus on casse, plus on a besoin de solutions technologiques et industrielles. En économie, on appelle cela un marché captif. La réalité brute, c'est que le désastre est présenté comme le remède.

La même philosophe a poursuivi sa réflexion, pressentant que la conquête spatiale et son modèle de vie confinée, coupée de la nature, entièrement artificialisée, était emblématique de la condition de l'homme moderne – et peut-être son stade final.

« L'astronaute lancé dans l'espace extra-terrestre et emprisonné

dans une capsule remplie d'instruments où chaque rencontre physique réelle avec l'environnement signifierait une mort immédiate peut fort bien être considéré comme la symbolique incarnation de l'homme d'Heisenberg – un homme pour lequel il sera d'autant moins possible de rencontrer jamais autre que lui-même [...] qu'il aura mis plus d'ardeur à éliminer toutes considérations anthropocentriques dans ses rencontres avec le monde non-humain qui l'environne »⁵.

L'horizon de l'humain est la vie encapsulée dans des villes aseptisées et polluée, branchée à haut débit, médiatisée à travers des technologies.

L'intuition de la philosophe était, malheureusement, la bonne. Comme le rapporte Thierry Ribault, l'Unesco et l'ONU ont proposé en 2017 une transposition à la vie sur Terre des conditions de vie dans l'espace, pour faire face au manque d'eau : « *dans la station spatiale internationale, le matin, l'eau est consommée avec du thé, l'après-midi elle devient de l'urine et le lendemain elle sert à se raser... il s'agit de la même eau depuis des années !* », exulte l'onusien Richard Connor⁶. Les technocrates ne rêvent décidément pas de la même chose que nous.

L'art de s'accommoder avec la contamination peut aller très loin. Cette étrange fascination de la survie dans des situations extrêmes relève d'une fuite en avant où l'être humain se coupe de son habitat pour un milieu étanche, une cage artificielle déshumanisante. Chacun et chacune se trouve ainsi déplacé dans un monde inapproprié dans lequel survivre malgré tout serait l'expression de sa robustesse. Toute ressemblance avec l'eugénisme – et au passage avec le transhumanisme – n'est pas le moins du monde fortuite.

Préserver les conditions d'une vie désirable n'est plus une option envisagée. En même temps, cette fuite en

5. Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972, p.352

6. Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p.158



7. Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p.27

8. *ibid*, p.27



avant nécessite une atrophie gigantesque de la liberté, pour entériner un monde aliéné, où l'on ne peut jamais être vraiment là, sans cesse préoccupé par les impératifs de la survie et la participation aux mécanismes de la normalité survivaliste. Il est alors impossible d'être en conscience à ce que l'on fait, mais uniquement condamné à s'agiter en réponse à des stimuli extérieurs. On comprend que les gens ayant le goût du pouvoir et des foules

aux ordres y voient une sorte de panacée.

Thierry Ribault invite quant à lui à redonner sa chance à la fureur, « *cette fureur qui a ses raisons que la raison se doit d'entendre* »⁷. Si elle ne fait pas tout, « *elle peut insuffler le commencement vital du refus de penser dans la langue pétrifiée de la société industrielle et de ses aventureux expérimentateurs* »⁸. Et, à l'occasion, susciter des volontés de ne pas faire avec les nuisances, mais de chercher à s'en émanciper par tous les moyens que nous jugerons nécessaires.

• Jack Déjean

L'extinction de la rébellion.

EXTINCTION RÉBELLION (XR) apparaît comme une sorte de branche action de la collapsologie. De la même manière que la collapsologie participe à la prise de conscience des désastres en cours, ce groupe peut être une porte d'entrée vers l'agir pour nombre d'âmes révoltées. Sauf que cet agir est amputé, docile aux petites manies citoyennes de l'époque.

XR, pour les intimes, est une organisation internationale plus ou moins décentralisée qui a le vent en poupe. Elle est lancée en 2018 en Grande-Bretagne, avant d'essaimer partout dans le monde, d'Afrique du Sud aux États-Unis. Rien qu'en France, il existe 111 groupes locaux en 2021, réunis autour des dix principes de base de l'organisation. L'un de ces principes est la non-violence, élément central de l'idéologie de la désobéissance.

NON-VIOLENCE.

Il existe depuis longtemps tout un tas d'actions directes « non-violentes » utilisées par les révol-

tés. C'est le cas par exemple de la grève, du boycott, de l'occupation jusqu'à expulsion, du fait de grimper sur un toit ou un arbre pour ralentir une évacuation, ou encore d'utiliser la dérision. Mais il suffit que le piquet de grève soit attaqué par des milices patronales ou des flics pour que la nécessité de le défendre se pose. N'importe quelle action peut débiter sans violence et se retrouver face à la brutalité de la répression. Ce n'est jamais nous qui choisissons, seuls, les modalités d'une action.

Le problème avec la non-violence, ce n'est pas sa pratique, mais quand elle passe d'un choix tactique à une *idéologie autonome*. Elle peut alors mettre en danger des révoltés plus déterminés, en se faisant auxiliaire de police, et en tout cas mettre sous le tapis le fait que d'autres modalités pour agir sont possibles. Il y a en réalité différentes possibilités d'actions dans des situations données. Il y a à la fois besoin de textes, de débats ou de fêtes comme de destructions par le sabotage ou d'affrontements avec les flics. A ceci près que tout ne se vaut

pas : réduire en flammes un palais de Justice, avec ses scellés, aura toujours plus de poids qu'un rassemblement pacifique devant...

Alors que la violence institutionnelle, celle des juges, des flics, des mâtons, des patrons, des élus, est largement acceptée, la réappropriation collective de la violence dirigée vers l'émancipation est toujours plus difficile – et pourtant toujours plus nécessaire. La question est de savoir si l'on prend au sérieux la longue liste des désastres en cours et leurs effets. Si vraiment il est question à plus ou moins court terme de la survie de l'humanité, pourquoi ne pas laisser place à la fureur ?

DÉSObÉISSANCE.

Cette évidence crée des remous dans le camp de la non-violence. Des débats existent par exemple au sein de XR sur la confrontation physique. Mais même en l'assumant, l'action reste *désobéissante*. Il ne s'agit pas tant d'agir que de s'agiter, sans chercher le sens et la cohérence, mais seulement une efficacité jaugée au nombre d'images médiatiques produites.

Dès lors, les contradictions ne sont plus mises sur la table pour s'y confronter : il est possible d'applaudir aux destructions émeutières tout en signant des pétitions en ligne, de prôner le « refus de parvenir » tout en saisissant chaque micro ou caméra, etc. La révolte, quant à elle, est animée par d'autres perspectives, par une éthique, par une manière de chercher à se tenir debout en restant en accord avec soi-même.

En outre, la désobéissance a tendance à amputer la question sociale. XR évoque le néolibéralisme et le pouvoir financier, les élites qui profitent, mais dans une vision étriquée, rappelant le cliché de la séparation entre les 99% et les 1%. Or, le système ne repose pas sur une hiérarchie de seulement 1% – ou même 10. Et même chez les dépossédés, il n'y a pas que des complices... La vision de l'ordre existant est caricaturale, et tout simplement fausse : l'organisation est prête à accueillir à peu près tout le monde, cherchant à faire nombre par tous les moyens. Nous retrouvons la même confusion interclassiste diffusée par les collapsologues.

Les tractations de la composition, celle où l'on joue des rôles en vue de créer un front le plus large possible, n'a pas grand-chose à voir avec la joie de la révolte. Ce mantra du « tous ensemble » n'évacue pas pour autant, époque

oblige, les positions alambiquées de la déconstruction, où les premiers concernés sont censés avoir raison même s'ils ont tort. Mal digérée, cette grille d'analyse est propice à l'effacement de l'histoire sociale et séditionnaire, notamment de l'écologie sociale et des courants anti-industriels. Cela pourra donner quelques scènes étranges, où le vieux révolutionnaire qui a lutté toute sa vie se retrouve assimilé aux partisans de l'ordre qu'il a combattu par des jeunes militants écolo et rebelles persuadés de ne pas être, en partie, les héritiers et héritières de combats entamés il y a déjà bien longtemps. Il y aurait pourtant beaucoup à gagner à se réapproprier cette histoire. Comme disait Landauer, il y a des morts qui sont plus vivants que les vivants, et des vivants plus morts que les morts...

CITOYENNISME.

La stratégie de l'idéologie de la désobéissance est en réalité tendue vers un seul objectif : faire pression sur les dirigeants et dirigeantes pour mieux les éclairer. C'est pourquoi les adeptes de cette idéologie parlent avec les flics, les médias, les élus, les hauts-fonctionnaires. Ils et elles préfèrent dialoguer avec le pouvoir plutôt que renverser la table, et ne remettent finalement pas en question le fait qu'il y ait une séparation entre dirigeants et dirigés. A peine demandent-ils des assemblées citoyennes, c'est-à-dire plus de participation dans un régime foncièrement hiérarchique.

De fait, malgré des discours alarmistes sur les enjeux et une volonté affichée de changer le système, XR reste pétri de citoyennisme. Le discours de l'urgence est enrobé des atours de l'ordre existant, à des fins stratégiques de ne pas perdre le plus grand nombre. Il faut ainsi éviter de mettre en accusation la propriété privée, l'extorsion de la survaleur ou la dépossession de l'être humain. On préférera des choses plus consensuelles.

Le groupe revendique – c'est-à-dire en appelle aux dirigeants et dirigeantes – et les revendications sont traduites dans un langage réformiste : « *réduire immédiatement les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2025, grâce à une réduction de la consommation et une descente énergétique planifiée* ». Evidemment, personne ne croit que cette revendication n'ait une quelconque chance d'aboutir... Sous des airs fausse-

ment radicaux, les fondateurs de XR sont responsables, c'est-à-dire politiquement corrects.

D'ailleurs, en utilisant les mots du pouvoir, comme ceux de résilience ou de planification, l'entreprise a tout d'une réhabilitation du recours à l'Etat. Celle-ci est très claire chez les leaders de la collapsologie, sorte de têtes pensantes de XR, diffusant 35 propositions pour un « retour sur Terre ». Ils assument avoir choisi de proposer des mesures très centrées sur l'Etat : relocalisation de l'économie et protectionnisme ; plafonner les consommations d'énergie et de matière ; nationalisation du secteur bancaire ; développer une fiscalité écologique et sociale ; introduire du tirage au sort pour les sièges des chambres législatives ; contrôler les flux de capitaux ; etc. Aménager le désastre, encore et toujours. Pacifier.

Le programme a tout d'une sorte de social-démocratie repeinte en verte. Collapsologues et activistes rebelles-éclo partagent la même doctrine étatiste. Pourtant, l'Etat n'est pas la solution : c'est une partie, qui plus est importante,

du problème, comme l'anarchisme l'a si bien compris. Un petit exemple parlant : en France, l'industrie nucléaire n'est pas un *lobby*, n'en déplaît aux écolocrates, mais bel et bien l'Etat. Voilà tout.

Extinction Rébellion, qui peut être ironiquement détournée en *extinction de la rébellion*, fait partie de cette longue liste de nouvelles organisations écolos, souvent éphémères. Il est probable que sa durée de vie soit assez courte. En revanche, l'idéologie qu'elle porte, au même titre que la collapsologie, risque d'amputer les luttes sociales pour longtemps, dans une situation où détruire ce qui nous détruit est de plus en plus pressante. L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions.

• JD

Repris d'Anarchie !



A bas le patriotisme !



« Pour ma part, je parlerai contre la guerre jusqu'à mon dernier souffle, avant et pendant la guerre.

Je mourrai un millier de fois en appelant le peuple d'Amérique à refuser d'obéir, à refuser le service militaire, à refuser d'assassiner leurs frères plutôt que de prêter ma voix pour justifier la guerre,

excepté celle de tous les peuples contre leurs despotes et exploiters - la Révolution Sociale. »

Emma Goldman, *The Promoters of the War Mania*, Mother Earth Vol 12 n°1, mars 1917

LE PATRIOTISME, cette vieille idée rance, signe son grand retour.

C'EST SOUS LE DRAPEAU DU PATRIOTISME de la Grande Russie que Vladimir Poutine a lancé son offensive en Ukraine, que son armée massacre et bombarde, occupe, détruit et viole. Son régime autoritaire organise la propagande, emprisonne ceux et celles qui entendent s'opposer à cette guerre. Il n'hésite pas à s'appuyer sur des mercenaires comme ceux de Wagner dont les atrocités sont déjà légion de la Syrie au Mali en passant par le Dombass. Le régime russe menace d'étendre le conflit en cas de répliques occidentales et utilise la dissuasion nucléaire pour ce qu'elle est véritablement : une arme offensive de domination et d'assujettissement. L'idéologie patriotique ainsi mobilisée masque l'appétit de puissance d'un régime à bout de souffle. En envahissant l'Ukraine, il entend maintenir son influence déclinante et surtout étendre son emprise sur des territoires stratégiques et les ressources du pays.

C'EST SOUS UN DRAPEAU DIFFÉRENT, mais en mobilisant la même ferveur patriotique, que l'Etat ukrainien répond à cette situation tragique. C'est en son nom que les autorités imposent le couvre-feu, organisent la conscription obligatoire pour les hommes, réussissent à faire adopter des logiciels de reconnaissance faciale, laissent le soin aux miliciens de la garde nationale d'organiser la protection de la sacro-sainte propriété privée face à ceux et celles qui refusent de se laisser crever de faim devant des magasins remplis de marchandises. Ce patriotisme a le don de faire oublier aux ukrainiens et aux ukrainiennes la corruption du régime et ses options ultra-libérales et anti-sociales. Pour répliquer à l'assaut russe, le gouvernement de Zelinsky n'hésite d'ailleurs pas à s'appuyer sur des forces nationalistes et racistes comme le bataillon Azov, qui comprend de nombreux militants nazis dans ses rangs. Ces forces intégrées à l'armée ont déjà sévi

dans la guerre du Dombass et organisé en 2018 des chasses au Roms avec la complicité du régime de l'époque.

AU NOM DU PATRIOTISME, l'État, la bourgeoisie ou la bureaucratie ont multiplié au cours des siècles les guerres, perpétré les pires massacres de masses, rempli les cimetières et les fosses communes. Au nom de la patrie, ils ont réussi à faire croire que des prolétaires, des chômeurs et des chômeuses d'un même pays ont plus d'intérêts communs avec l'élite qui les exploite qu'avec des prolétaires, des chômeurs et chômeuses des autres pays ou avec des sans papiers fuyant la misère ou les bombes. Le patriotisme met en concurrence les peuples en masquant les antagonismes qui régissent nos sociétés d'exploitation et de domination. Il détourne la révolte de son véritable objet. Par ailleurs, en mettant ainsi en concurrence les peuples, il ne peut mener qu'à la boucherie.

DE CES BOUCHERIES, CEUX ET CELLES QUI LES ONT DÉCIDÉ EN MEURENT RAREMENT ; elles offrent même l'occasion au capitalisme de se restructurer, à certaines industries comme l'industrie de guerre d'en tirer des bénéfices substantiels. En l'occurrence, l'industrie de l'armement française tire de nombreux bénéfices des conflits meurtriers qui hantent le monde et n'hésite à armer aucun régime. Pendant que la guerre gronde et que les sanctions tombent, on oublie pas l'essentiel : que l'économie continue de tourner. Les sanctions ne s'appliquent pas aux ressources naturelles russes, certaines banques sont protégées, les gazoducs épargnés par les bombes, business as usual.

EN FRANCE, les forces d'extrême-droite comme le Rassemblement National de Marine Le Pen ou plus récemment Reconquête de Zemmour ont depuis des lustres l'obsession du patriotisme. C'est sans doute l'une des raisons qui explique leur proximité avec le régime russe. Mais aujourd'hui, ces forces héritières des

vieilles ligues des patriotes de la fin du 19ème siècle ne sont plus les seules à agiter le drapeau tricolore. De Péresse à Mélenchon, en passant par Macron ou Roussel, on hésite de moins en moins à agiter le drapeau tricolore, à entonner la Marseillaise, voire à jouer aux va-t-en-guerre.

FACE À CETTE VOLONTÉ DE NOUS ENRÔLER dans ces armées de patriotes, nous affirmons pour notre part notre volonté de désertir leur monde rempli de frontières et de guerres fratricides. Nous n'avons rien à défendre de

l'idée selon laquelle il faudrait se ranger au côté de personnes qui nous exploitent et nous dominent au nom d'une langue, d'un sol ou d'une culture dans lesquels le hasard nous a fait naître ou baigner. Nous nous réjouissons que nos compagnons et compagnes russes et biélorusses réussissent à saboter des centres névralgiques du délire militaire russe et biélorusse, comme des voies ferrées ou des centres de recrutement. Nous sommes de ceux et celles qui entendent faire la guerre à leurs guerres et à l'ensemble des idées brandies par les patriotes.

**SABOTONS LA MACHINE DE GUERRE ET SES INFRASTRUCTURES,
COMBATTONS LES DÉLIRES PATRIOTIQUES,
PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES, PAS DE PAIX SOCIALE !**

DES ANTIPATRIOTES,
[TRACT-AFFICHE-TEXTE DIFFUSE A CAEN, JUIN 2022]

Contre la guerre et la mobilisation militaire, Notes provisoires sur l'invasion en Ukraine.



L'ÉTAT RUSSE TENTE DE CONQUÉRIR L'UKRAINE. Ce même État qui a aidé à réprimer le mouvement biélorusse vers la liberté et, il y a seulement quelques semaines, a écrasé la révolte au Kazakhstan avec ses chars. Poutine cherche à étendre son pouvoir autocratique et à broyer tout mouvement de rébellion ou de résistance, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Pourtant, lorsque tous les démocrates occidentaux chantent en chœur la défense de la liberté et de la paix, il s'agit d'hypocrisie orchestrée : ce sont les mêmes démocrates qui imposent par la force des rapports coloniaux de pouvoir et d'exploitation à travers leurs « opérations de paix », c'est-à-dire des guerres d'agression à coups de drones et de bombes ou des occupations de territoires; les mêmes qui fournissent en armes des dictateurs et des bourreaux ; les mêmes qui sont directement ou indirectement responsables de massacres contre des réfugié.e.s et des insurgé.e.s, en ne jurant aujourd'hui que par la paix. Une paix sacrée en Europe, qui n'existe d'ailleurs pas comme promis depuis 70 ans, et qui a toujours signifié la guerre dans les pays globalisés du Sud – à travers des guerres par procura-

tion, à travers des livraisons d'armes, à travers les frontières et le colonialisme. Si l'Occident soutient pleinement l'Ukraine, c'est parce qu'il s'agit d'un allié.

Nous sommes dégoûtés par les deux camps de cette guerre : au lieu de nous positionner d'un côté ou de l'autre, nous nous opposons à toutes les armées d'État et à leurs guerres – nous exécutons non seulement leurs massacres, mais aussi leur obéissance de cadavre, leur nationalisme, la puanteur de caserne, la discipline et les hiérarchies. Prendre position contre toute forme de militarisme et d'État ne signifie pas pour autant que nous rejetions le fait de prendre les armes. Quand des anarchistes ukrainien.ne.s décident de se défendre les armes à la main – eux-mêmes et leurs proches, pas l'État ukrainien –, alors nous sommes solidaires avec eux. Mais

une position anarchiste contre la guerre – même contre une guerre d'agression impérialiste –, ne doit pas déprimer au point de défendre un État et sa démocratie, ou de devenir un pion dans leur jeu. Nous ne choisissons pas le côté du moindre mal ou celui des gouvernants les plus démocratiques, car ces mêmes démocraties ne s'intéressent aussi qu'à leur propre expansion de pouvoir et se fondent aussi sur la répression et l'impérialisme. La guerre est l'essence de tout État : il occupe un territoire et se déclare comme seul exécutant légitime de la violence, il défend ses frontières et contrôle la population qui doit le servir. Dans ce sens, nos pensées et notre solidarité vont aussi à tous ceux qui fuient l'enrôlement forcé, qui désertent, qui refusent de tirer sur l'ennemi parce qu'il porte le mauvais uniforme ou parle la mauvaise langue. Cette solidarité, qui transcende les frontières construites du nationalisme et conduit finalement à la fraternisation, peut être révolutionnaire. Parce que lorsque des personnes sur le territoire dominé par l'État russe sortent dans la rue contre la guerre et que des habitant.e.s d'Ukraine fuient le recrutement de force, c'est une dynamique qui peut se débarrasser de toute la saloperie nationaliste que l'État tente de planter dans nos cœurs et nos esprits, et dont les conséquences sont la mentalité de troupeau, le culte des guides et de la virilité, l'esprit de martyr, les massacres, les fosses communes et les génocides. Ce nationalisme conduit à diviser les personnes entre chair à canons et ennemis à éliminer. Il mène à ne plus voir des individus, mais seulement des armées, des uniformes, des nations, des ethnies, des croyants – alliés ou ennemis.

Quand des personnes désertent la logique de guerre étatique, avec ou sans armes ; quand des individus s'opposent, avec ou sans armes, à toute occupation étatique ; quand certain.e.s aident et soutiennent des réfugié.e.s et des déserteurs ; quand des individus fraternisent par-delà les frontières et les lignes de front – quelque chose peut alors être opposé au bain de sang de l'État. Si l'État, ses généraux et ses politicien.ne.s ne connaissent que la langue de l'oppression, les opprimé.e.s connaissent la langue de l'empathie et de la solidarité. En fin de compte, ce sont toujours les riches et les puissants qui veulent la guerre, car ils sont les seuls à profiter du pouvoir et de l'argent, et ce sont toujours les pauvres qui se font massacrer. Quel que soit le régime, le même rôle leur est toujours attribué, celui d'esclaves, d'exploité.e.s et d'exclu.e.s. Les gros bonnets ukrainiens ont été les premiers à quitter le pays dans leurs jets privés.

Alors que l'Occident fournit des armes à l'armée ukrainienne, la machine de propagande et de réarmement bat son plein sur le front de l'intérieur patriote : l'armée allemande doit être perfectionnée, la

population doit être mobilisée contre la Russie. Tandis que les bombes explosent à quelques centaines de kilomètres, la « paix » militariste règne ici : de nouvelles armes, de nouveaux équipements de nouveaux soldats sont à acheter, produire et former. Après l'état d'urgence lié au Covid, la population est à nouveau plongée dans la peur et l'effroi, et on nous dit clairement qui suivre et qui offre sa protection : Papa État, armé jusqu'aux dents.

Depuis les premiers jours de guerre nous sommes également confronté.e.s à une mobilisation générale « culturelle ». On nous rappelle que l'Ukraine serait proche de nous, non seulement par la distance kilométrique, mais aussi culturellement. Immédiatement, la fraction culturelle de la gauche libérale et y compris radicale, sait comment elle pourrait à son tour soutenir l'effort de guerre contre l'expansion de l'ennemi russe à la maison. Cet espace subculturel où il est avant tout question de style de vie, celui que la démocratie offre si généreusement et qui a été si massivement restreint ou exilé dans la sphère digitale au cours des deux dernières années, est à présent invoqué pour activer et cimenter dans les cœurs de la population un sentiment d'appartenance commune avec les alliés, et de séparation d'avec l'ennemi. Il serait en effet moins facile de mettre en œuvre la poursuite de la militarisation matérielle de l'Ouest annoncée dès le début de la guerre, sans le soutien culturel de la strate éduquée libérale de gauche.

Cette propagande de guerre militariste et culturelle peut et doit être perturbée et sabotée. Dans les semaines et les mois à venir, nous serons sûrement confronté.e.s à une rhétorique et à une propagande guerrières visant par tous les moyens à resserrer les rangs occidentaux derrière la guerre : « *En tant que démocrates nous soutenons l'Ukraine par tous les moyens, car elle se défend contre la méchante dictature russe* », telle en sera la tonalité. Mais pour l'OTAN, peu importe que la population ukrainienne ait plus ou moins de libertés : il s'agit de lignes de défense géopolitiques, de marchés et de zones d'influence, et c'est pour cela qu'elle sera prête à investir des milliards d'euros et de munitions.

Aux affrontements guerriers entre deux États nous voulons opposer notre antimilitarisme : un mouvement anti-guerre qui ne repose pas sur la solidarité avec une nation ou un État, mais sur le refus de toute guerre étatique. Quel que soit le territoire sur lequel nous vivons, nous pouvons perturber, désertter et saboter la propagande, la logistique et la logique de la guerre : en mettant des bâtons dans les roues de la mobilisation nationale et continentale, en méprisant toute mentalité de cadre ou de recrue, en attaquant le réarmement et la militarisation intérieurs, en sabotant les lignes de ravitaillement

militaires et en bloquant l'industrie d'armement.

Pour le moment, ce qui se passe en Ukraine est encore confus pour nous : alors que le nombre de morts parmi les civils monte en flèche, nous entendons des rumeurs selon lesquelles on armerait cette même population. Si les événements chaotiques se développaient dans le sens d'une guerre de guérilla ou de partisan.ne.s, cela pourrait éventuellement – pas forcément du tout – ouvrir des possibilités aux révolutionnaires. Des anarchistes se trouvant sur le territoire dominé par l'État russe font également l'hypothèse qu'un échec de l'offensive guerrière pourrait déboucher sur des soulèvements en Russie.

Cependant, face à l'effusion de sang en cours, nous

sommes conscients que la plupart du temps, la guerre et la militarisation n'amènent que davantage de guerre et de militarisation, que la souffrance et la misère qu'elles provoquent assombrissent généralement les possibilités de libération sociale... Dans cet esprit, nos pensées vont aux personnes sur place qui cherchent leurs propres chemins sans se plier aux ordres et aux idéologies d'un État quel qu'il soit.

• 27 février 2022,

Traduit de l'allemand de *In der Tat* n°14,

Repris du recueil de textes *Guerre à la guerre*.



LOGIQUES DE GUERRE.

Guerre à la guerre :

Janvier 2022, Biélorussie : Un groupe d'Hackers « Cyber partisan » attaque le système informatique du système ferroviaire biélorusse afin de ralentir l'avancée des troupes russes présentes sur place et de profiter d'une faiblesse de ces mêmes troupes en terme de moyens de transports de matériel militaire lourd.

24 février, Russie : Dès le début de l'offensive des manifestations de protestation contre la guerre ont lieu. Elles sont immédiatement réprimées par le pouvoir, qui met en place immédiatement

CAMPISME. Lors de la Première boucherie mondiale, si la terrible prise de position de Kropotkine en faveur de la victoire d'une partie des Etats belligérants et au nom de l'espoir d'émancipation même, est devenue célèbre, c'est sans doute parce qu'elle incarnait la faillite toujours possible de l'internationalisme et de l'antimilitarisme, malgré les réponses reçues d'autres anarchistes. Une position campiste même pas originale, puisque les principaux partis socialistes et syndicats ouvriers de l'époque avaient de leur côté déjà cédé aux sirènes de l'Union nationale en s'alignant derrière leur propre Etat belliciste. S'il serait absurde d'oublier que certains anarchistes ont parfois vacillé au pied du mur, y compris dans d'autres types de situations comme les guerres civiles (souvenons-nous du dilemme « *guerre ou révolution ?* » tranché en faveur de la première par la direction de la CNT espagnole), ce serait pourtant aller un

peu vite en besogne de ne retenir que cela.

Au fil des guerres qui ont parsemé le siècle dernier, et dans lesquelles ont été pris les compagnons, c'est aussi *envers et contre elles* que bon nombre d'interventions subversives ont pu être mises en pratique en fonction de l'endroit où ils se trouvaient, comme celle de constituer des groupes de combat *autonomes* (généralement décentralisés et coordonnés), de bâtir des réseaux d'aide aux déserteurs des deux camps, de mener des sabotages de l'appareil militaro-industriel à l'arrière des fronts, de saper la mobilisation des esprits et de miner l'unité nationale, d'exacerber le mécontentement et le défaitisme en tentant de transformer ces guerres pour la patrie en insurrections pour la liberté. On nous dira peut-être que les conditions ont bien changé depuis ces expérimentations, mais certainement pas au point de ne pas pouvoir puiser dans cet arsenal-là si on souhaite intervenir dans les hostilités, c'est-à-dire en partant d'abord de nos propres idées et projectualités, plutôt que

du *moindre mal* consistant à soutenir le camp et les intérêts d'un Etat contre un autre. Car si nous sommes contre la paix des marchés, contre la paix de l'autorité, contre la paix de l'abrutissement et de la servitude, nous sommes évidemment aussi contre la guerre. Parce que paix et guerre sont en réalité deux termes qui recouvrent une même continuité de l'exploitation capitaliste et de la domination étatique.

ENERGIE. Parmi les différents trains de sanctions grandiloquentes prises par les Etats occidentaux pour frapper leur homologue russe à sa tête comme à sa base, chacun aura pu remarquer des petits jeux de dupe bien compris. Parmi les exceptions de taille à ces sanctions (qui en sont à leur quatrième salve), se trouvent en effet actuellement les exportations russes de matières premières énergétiques (pétrole et gaz) et minières. Et cela tombe bien, puisque la Russie produit 40 % du palladium et 25 % du titane dans le monde, tout en étant le deuxième producteur mondial d'aluminium et de gaz, ainsi que le troisième de nickel et de pétrole. Toutes matières dont les cours flambent depuis le début de l'invasion du territoire ukrainien en procurant davantage de rentrées monétaires à la Russie... qui lui sont par ailleurs en grande partie fournies par les puissants des mêmes pays qui poussent sans cesse de grands cris d'orfraie humanistes à propos la situation en cours. A titre d'exemple, depuis le début de cette guerre, l'Union européenne verse *chaque jour* à la Russie plus de 400 millions de dollars pour son gaz et près de 280 millions pour son pétrole, encaissés directement via les deux banques épargnées par les sanctions financières (et pour cause !), soit *Sberbank* et *Gazprombank*. Et on vous passe les montants gigantesques de tout le reste, indispensable aussi bien à

l'industrie automobile occidentale (palladium), à son aéronautique et sa défense (titane) ou aux batteries électriques (nickel).

Quand on dit que *la guerre commence ici*, cela ressemble souvent à une simple resucée d'un vieux slogan idéologique du siècle dernier, mais si quelqu'un venait aujourd'hui à se demander qui finance de fait l'attaque russe, il pourrait alors se tourner exactement vers les mêmes qui financent le camp d'en face, à savoir la défense ukrainienne : il s'agit notamment du système techno-industriel des Etats occidentaux, qui ne va pas cesser de tourner à plein régime pour si peu, vu que la guerre, les massacres et les ravages sur la planète font déjà intrinsèquement partie de son fonctionnement.

Et comble d'ironie, il existe alors différents intérêts que les deux Etats belligérants se gardent bien de mettre en pièce dans cette guerre meurtrière, afin de ne pas nuire à leurs financeurs occidentaux communs : les deux immenses gazoducs *Brotherhood* et *Soyouz* venus de Russie, *qui traversent ensuite tout le territoire ukrainien*, avant de se rediriger vers l'Allemagne et l'Italie. Un peu de la même façon qu'aucun des deux belligérants ne souhaite toucher à d'autres objectifs aussi sensibles pour leur économie nationale qu'ils sont vitaux pour les industries aéronautiques de la défense européenne (notamment Airbus et Safran), comme l'usine de titane du groupe *VSMPO-Avisma* située dans la ville toujours sous contrôle ukrainien de Nikopol, et néanmoins propriété directe du principal exportateur du complexe militaro-industriel russe, *Rosoboronexport*. Ce qui pourrait sembler un paradoxe n'est en réalité que l'amère illustration d'une des caractéristiques des guerres inter-étatiques : bien qu'ils les déclenchent sans vergogne à coups de haine nationaliste, religieuse ou ethnique, ce sont rarement les puis-



une série de mesure encadrant la liberté d'expression et de manifestation. Ces dernières sont interdites, tandis qu'il est également proscrit de parler de guerre. Plusieurs législations sont mobilisées pour organiser la répression, de la nouvelle loi sur les « fausses informations militaires » à des lois plus anciennes contre « le hooliganisme » ou « l'incitation à la haine ». De nombreux manifestants et de nombreuses manifestantes sont incarcérés. Ces manifestations ne regroupent pas uniquement des opposant-e-s aux deux camps. On y trouve également de nombreux et nombreuses libéraux qui soutiennent le régime ukrainien et l'OTAN.

Février, Ukraine : L'organisation de manifestations anti-guerre est compliquée notamment du fait des bombardements, mais également de la répression qu'exerce le régime de Zelensky. Des peines pour « collaboration avec l'agresseur », « pillage » ou « haute trahison » s'échelonnent de 15 ans de prison à perpétuel.



Des pillages ont également lieu dans de nombreuses villes du pays dans les zones « libres » sous administration ukrainienne ou dans des zones occupées par les forces russes. Ces pillages répondent souvent au manque de nourriture des habitant-e-s. Ils sont réprimés, notamment par la garde nationale dans les zones « libres ».

De nombreux ukrainiens en âge de servir tentent également de fuir le pays.

24 février, Russie :

Anastasia Lavashova, une étudiante, lance un cocktail Molotov sur la police à Moscou. Elle écope de deux ans d'emprisonnement.

27 février, Ukraine :

Des habitant-e-s de Koryukovka vont à la rencontre d'une ligne de char russe pour négocier qu'ils ne rentrent pas dans la ville et ne la détruisse pas. Dans des tas de villes des habitant-e-s se sont opposés ou ont protesté contre les troupes russes.

27 février – 30 mars,

Biélorussie : Plusieurs relais automatiques ferroviaires sont désactivés à Minsk, Gomel, Borisov et d'autres villes du pays.

sants qui en font les frais –en étant évidemment capables de s'accorder entre eux au besoin–, mais bien les populations qui en subissent toutes les conséquences meurtrières. Un peu comme le fait que la France ait continué à fournir à la Russie entre 2014 et 2020 des caméras thermiques pour équiper ses blindés actuellement utilisés dans la guerre en Ukraine, ou des systèmes de navigation et des détecteurs infrarouges pour ses avions de chasse et ses hélicoptères, tout en fournissant désormais à l'Ukraine des missiles anti-aériens et antichars. En matière d'énergie comme d'équipements militaires, les financeurs et les profiteurs de guerre sont également ici, et c'est ici aussi qu'on peut les combattre.

L'un des avantages de la création de petits groupes autonomes décidant à la fois de leurs cibles et de leurs temporalités –pour qui *ici* regarderait la guerre d'un autre œil ou qui *ailleurs* n'aurait pas l'opportunité de fuir ou déciderait volontairement de rester–, pourrait ainsi par exemple résider dans le sabotage des intérêts capitalistes et stratégiques communs aux dirigeants des deux Etats et à leurs alliés, ne pouvant plus servir par la suite ni à l'un ni à l'autre quel que soit le vainqueur. Une *autre* possibilité certes, mais qui ne peut pourtant nulle part tomber du ciel au vu des difficultés à affronter, en nécessitant peut-être de l'avoir déjà développée et préparée avant, notamment à l'aide d'instruments organisationnels facilitant le partage d'efforts, de connaissances et de moyens adéquats. Cette vieille question des intérêts en jeu agissait d'ailleurs déjà les réseaux de résistants hexagonaux sous occupation allemande, dont le commandement comme les services anglo-américains insistaient bien entendu sur le fait que leurs sabotages industriels de tels sites et structures sensibles restent surtout réversibles en ne faisant que ralentir la production ennemie, ou ne viennent détruire

que des objectifs non-critiques au futur redémarrage du pays.

SUJETS. Dans cette guerre sale, faute d'engager pour l'instant d'intenses combats en zone urbaine, l'armée russe procède depuis plusieurs semaines à l'encerclement et à d'intenses bombardements sur plusieurs villes, selon une tactique déjà éprouvée à Alep. A Marioupol par exemple, où 300 000 personnes survivent assiégées dans de terribles conditions, beaucoup ont dû comprendre à leurs dépens qu'elles étaient en réalité prises en otage sous le feu des deux Etats. Au milieu des immeubles éventrés, c'est ainsi à leur propre armée que de nombreux petits groupes de civils affamés doivent faire face en sortant des abris pour se rendre en quête de nourriture dans les commerces abandonnés.

Afin de maintenir son monopole sur les ruines et de continuer d'affecter prioritairement toute ressource aux hommes en armes, l'Etat ukrainien a ainsi confié aux volontaires des brigades de *Défense territoriale (Teroborona)* non seulement la tâche de protéger en deuxième ligne ses infrastructures critiques, mais aussi celle de préserver l'ordre public, qui concerne aussi les tentatives de pillages des désespérés. Pour un Etat qui a décrété la loi martiale en tolérant essentiellement dans les villes bombardées des formes d'auto-organisation encadrées permettant de suppléer ses propres carences, le devoir patriotique serait bien entendu d'attendre ses miettes le ventre vide en buvant l'eau des radiateurs, puisqu'il est bien connu que les pillages de la sacro-sainte propriété désertée ne peuvent relever que de soldats ennemis ou de traîtres, comme le martèlent ses ordres du jour. Et au-delà de la situation tragique de Marioupol, c'est la même logique qui est mise en œuvre dans la capitale Kiev au fur et à mesure de son

encerclément par les troupes russes, cette fois avec des couvre-feu dont le dernier en date n'était plus nocturne mais de 36 heures d'affilée afin de donner la priorité à l'armée et à la police, considérant « *toutes les personnes se trouvant dans la rue pendant cette période comme des membres des groupes de saboteurs ennemis* », avec les conséquences qui s'en suivent.

Là encore, affirmer qu'en temps de guerre l'État impose sa main de fer davantage encore qu'en temps de paix non seulement sur les esprits mais aussi sur les corps de *tous ses sujets*, n'est pas qu'un simple poncif éculé : chair à canon ou chair à bombardements, en quête de nourriture ou de complices pour s'auto-organiser hors des carcans étatistes, voire simplement pour respirer un autre air que la promiscuité des abris ou comprendre la situation par soi-même, tout individualité est sommée de s'effacer de gré ou de force sur l'échiquier des deux armées en présence. Une situation qui s'étend évidemment jusqu'aux frontières occidentales de l'Ukraine, que plus de trois millions de personnes réfugiées ont déjà franchies... après avoir été dûment contrôlées pour en écarter tous les hommes entre 18 et 60 ans aptes au service. Si une vague d'entraide avec les familles s'est propagée des deux côtés de la frontière, l'un des aspects les plus remarquables concerne cependant la solidarité ténue qui commence à se mettre en place malgré l'hostilité d'une partie des habitants, avec ceux qui refusent de combattre et n'ont pas tous la possibilité de verser 1500€ aux gardes-frontières ukrainiens corrompus. Notamment grâce à l'établissement de faux certificats médicaux ou de dons de passeports biométriques, seul document officiel accepté en Hongrie ou en Roumanie pendant les deux premières semaines du conflit afin de laisser pénétrer les réfugiés sur leur territoire.

Trier, sélectionner, prioriser, enregistrer, pour séparer aux frontières les bons pauvres des mauvais (y compris selon leur nationalité, comme l'ont constaté sur leur peau les ressortissants des pays africains) n'est bien entendu pas une spécificité de l'État ukrainien en guerre, mais la continuité d'un vaste enfer de collaborations inter-étatiques, de marchandages économiques et d'impératifs géostratégiques. C'est comme cela que les uns sont condamnés à se noyer en Méditerranée, les autres à croupir dans des camps du HCR afin d'être fixés sur des territoires voisins, et les derniers à servir glorieusement leur patrie ou comme esclaves salariés dans des pays riches toujours en quête de main d'œuvre exploitable à vil prix. Car en fin de compte, la férocité du pouvoir –qui ne se révèle jamais tant qu'à travers les guerres, la misère et les massacres qu'il engendre–, tient d'abord peut-être à cela : sa prétention intrinsèque à régner en maître au nom de ses propres intérêts sur le territoire qu'il contrôle, tentant alors de transformer chaque être qu'il dirige en sujets remplaçables, au prix de leur anéantissement comme individus.

URGENCE. Depuis de nombreuses années, des vagues de menaces sont brandies et instrumentalisées à tout bout de champ pour distiller la peur, au sein d'une gestion toujours plus militarisée de la « paix » sociale : terrorisme, catastrophe écologique, Covid-19... ou désormais possible embrasement nucléaire dans l'extension du conflit qui brûle aux confins de l'Europe. Et naturellement, la petite musique d'énies sacrifices à consentir en rangs d'oignons derrière l'État devient ici aussi chaque jour plus stridente. Mais sur le fond, peut-être est-ce vrai qu'il y aurait quelque chose à sacrifier sans même avoir besoin de parcourir des milliers de kilomètres. Car tout ce vaste système de mort à

28 février : Russie : Lors d'un rassemblement anti-guerre, une voiture portant l'inscription « Peuple lève toi » et « C'est la guerre » percute un cordon de police et prend feu à Moscou. Un poste de recrutement de l'armée est également incendié à Lukhovitsy.

Courant mars, Russie :

Un homme est arrêté à Moscou. Il a jeté un cocktail Molotov sur le kremlin est dispersé des tracts anti-guerre. Il est arrêté. A Saint-Petersbourg, un barman est arrêté pour avoir pulvérisé du gaz au poivre sur des flics lors d'une manif.

1er mars, Biélorussie :

Un mystérieux groupe Bypol revendique l'incendie de deux armoires de commande près de Homiel où transitent des forces russes intervenant en Ukraine. Dans cette même ville, un centre d'entraînement militaire commun aux forces russes et biélorusses. Pour mémoire Vladimir Poutine était venu en aide au régime autoritaire de son allié Loukachenko lorsqu'il avait essuyé une révolte populaire.

1er mars, Russie : Quatre jeunes tentent de mettre le feu à un poste de police. Ils sont arrêtés.



3 mars, Russie : Un inconnu jette un cocktail Molotov sur un bureau d'enrôlement militaire.

15 mars, Biélorussie : C'est cette fois près de Brest à la frontière polonaise et de Vitebsk que des armoires sont de nouveau incendiées.

19 mars, Biélorussie : Les liaisons ferroviaires entre la Biélorussie qui sert de base arrière aux troupes russes et l'Ukraine sont interrompues par des sabotages. Le blocage dure tout le week-end.

28 mars, Munich : Un bâtiment qui héberge les locaux d'entreprises participant au réarmement de l'armée allemande (cabinet de conseil et entreprise fabriquant des logiciels pour les systèmes de missiles) est attaqué. Des vitres sont brisées et une inscription « sabotage war » orne les murs du bâtiment.

14 avril, Biélorussie : Le groupe informel *Les cigognes en vol* détruit des dispositifs de signalisation et de blocages sur plusieurs tronçons ferroviaires dans les régions de Smolensk et de Briansk. D'autres actions non revendiquées ont été menées dans le même sens soit par des groupes ou individus autonomes soit par les services ukrainiens.

grande échelle n'est-il pas alimenté par une énergie, une industrie, des transports, des communications et une technologie qui défilent quotidiennement juste sous nos yeux ? Renvoyer la guerre au *monde qui la produit* en interrompant son ravitaillement, serait alors une autre manière de rompre les rangs de

l'ennemi, en dispersant partout le conflit contre lui.

Avis de tempêtes.
Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale,
n° 51, mars 2022.

La guerre commence ici



CELA FAIT DES SEMAINES que flottait un air vicié par les annonces et les signes de sa réalisation imminente, et voilà, la guerre a éclaté. Une nouvelle guerre, cette fois aux portes de l'Europe. Un récit taillé sur mesure est déjà dans les esprits et sur de nombreuses lèvres : c'est la faute de Poutine. Une formule simple, dont découle ceci : puisque la Russie est le camp du Mal, alors ses ennemis et adversaires ne peuvent qu'être dans le camp du Bien. L'entreprise de production et façonnement des opinions qu'est la communication moderne n'a rien d'une activité esthétique ni spirituelle, bien au contraire, le but poursuivi est tout ce qu'il y a de plus pratique : produire des attitudes et des comportements et en bannir d'autres. En l'occurrence, le grand récit dont on nous abreuve à longueur de journée vise entre autres à mettre en rang la population entière derrière la perspective d'une intervention de l'armée française et d'un affrontement militaire direct (pour l'instant peu pro-

bable), autant qu'à faire passer l'engagement protéiforme de l'État français et de ses alliés dans cette nouvelle guerre pour une cause juste. Animés par de louables intentions, les intérêts des capitalistes et des États coïncideraient alors soudainement avec ceux de tout un chacun. Il faut pourtant rappeler une évidence : la cause de la guerre qui déchire l'Ukraine aujourd'hui comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside justement dans l'existence des États. Historiquement, l'État est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir ou étendre sa puissance, qu'il s'agisse de la Russie ou des pays de l'Otan. Si l'existence des individus (civils et militaires) qui meurent des deux côtés du front est censée appartenir à deux charognes différentes, en réalité seule la couleur de leurs drapeaux respectifs diffère mais leur nature est la même : qu'il soit russe ou ukrainien, l'État est toujours l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés.

QUAND IL Y A UN SIÈCLE la Première Boucherie Mondiale terrassait des millions de vies, entraînant dans ses logiques guerrières la quasi-totalité de feu le mouvement ouvrier et révolutionnaire pourtant censé soute-

nir que, de par leurs conditions d'exploitation similaires, les prolétaires appartiennent au même camp quel que soit leur pays d'appartenance, des anarchistes internationalistes rappelaient que : *« Le rôle des anarchistes quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées. »* La guerre totale mobilisant chaque aspect de la vie et chaque pan de la société ne pouvait être arrêtée que par l'action directe des prolétaires eux-mêmes, par leur insubordination au travail comme au front, en bloquant la production, en désobéissant aux supérieurs, en les désarmant, en se mutinant, en interrompant la mobilisation guerrière, en désertant, en s'insurgeant. En somme, c'est toute une organisation de la vie autour de l'État et de ses impératifs guerriers qu'il s'agissait de désarticuler et de désordonner.

LA GUERRE DES ÉTATS ENTRE EUX a toujours besoin de la paix sociale, et les appels à l'union et à la solidarité nationale qui fusent de toutes parts n'ont pas d'autres objectifs que d'imposer une trêve interne dans un contexte qui ne brille déjà malheureusement pas par sa conflictualité. Les analyses géopolitiques et les calculs raffinés sont inutiles pour repousser la guerre, cela ne pourra se faire qu'en brisant le front intérieur qui s'érige jour après jour, en minant l'unité nationale, en s'opposant à la militarisation de la

société et du langage qui ne date pas d'aujourd'hui (« guerre contre le terrorisme », « guerre contre le virus »...), en affirmant haut et fort que nous ne partageons pas plus les perspectives belliqueuses des pays de l'Union Européenne et de l'Otan que celle de La Russie de Poutine, et en incitant ouvertement au défaitisme : il s'agit de transformer la guerre des États entre eux en une guerre contre les États.

QUELLE POURRAIT ALORS ÊTRE une pratique cohérente avec la perspective internationaliste et antimilitariste que soutiennent les anarchistes ? Comment être « solidaires » avec ceux qui, en Russie et en Ukraine, s'opposent à la guerre et à leur propre État, s'exposant à la mort, aux emprisonnements et aux tortures ? Cela peut consister entre autre à s'en prendre, sur le territoire où l'on vit, à « son » État, à « ses » patrons et industriels, à « son » patriotisme, à « son » économie, à « son » militarisme. Car si ce n'est évidemment pas leurs défenseurs et leurs partisans qui subiront les conséquences directes des jeux de pouvoir entre les États et des affrontements pour leur puissance, mais les personnes vivant en zone d'affrontement militaire, à la portée des balles, des bombes et des destructions, il s'agit alors de briser ce sentiment des puissants d'être à l'abri. Puisqu'une des conséquences économiques de la guerre est l'augmentation du coût de l'énergie, du carburant et des matières premières, et par conséquent de tous les biens de consommation, et que l'acceptation de cette augmentation est d'ores et déjà présentée comme un *effort de guerre*, il s'agit plus que jamais de tenter de nuire à l'économie et au cours normal de l'exploitation, de la production et de la consommation.

POUR ÊTRE MENÉE chaque guerre a besoin d'une montagne d'armes, d'engins et de matériels militaires

Un second groupe *Stopper les wagons* dont l'un des slogans est « *en sabotant les voies de chemins de fer, vous sauvez des vies des deux côtés du front* » publie des informations sur la circulation des trains et les moyens de saboter leur avancée.

18 avril, Russie : Dans la région de Belgorod, une antenne téléphonique servant entre autre à la fois aux liaisons ferroviaires et aux transmissions entre la police et l'armée est incendiée. L'action est revendiquée par le groupe Anarchistes combattants.

Mars-Avril-Mai, Russie : Les attaques de bureaux d'enrôlement se multiplient dans le pays : en Mordovie,

Mars-Avril-Mai, Russie, Ukraine : Des rumeurs et des informations difficilement vérifiables font état d'un manque d'implication de régiments russes. On parle même d'actes de désobéissance, de sabotage d'engins militaires pour retarder les missions et éviter de s'exposer au feu. La propagande pro-ukrainienne a affirmé que 200 marins russes de la 155ème brigade avait refusé de servir ; quant à la 810ème brigade de marine elle aurait refusé de participer au débarquement d'Odessa.



29 avril, Leipzig : Une antenne relai de la Deutsche Bahn est incendiée. Cette entreprise ferroviaire utilise ce tronçon pour la livraison d'armes à différents régimes comme le régime turc d'Erdogan qui combat les kurdes au Rojava, mais également les troupes ukrainiennes.

2 mai, Russie : A Moscou, un engin incendiaire est jeté sur deux camions anti-émeute de l'OMON (forces spéciales du ministère de l'intérieur russe). Vitaly Koltsov est arrêté.

11 mai, Milan : Un distributeur de billets de la banque Intesa San Paolo, affairiste particulièrement impliquée aux côtés des intérêts russes dans la guerre en Ukraine est fracassé.

25 mai, Russie : L'organisation de combat anarchiste-communiste sabote les rails d'une voie de chemin de fer sur un embranchement menant à une installation du ministère de la défense russe.

qui sont en permanence produits dans des usines en apparence banales par des travailleurs se levant chaque matin pour aller faire leur petite besogne quotidienne. Contre la guerre, il est donc nécessaire d'essayer de tout bloquer. Bloquer et saboter la recherche de mort dans les laboratoires et les universités, bloquer et saboter les usines de mort, bloquer et saboter les communications et les accès ainsi que les échanges de données, bloquer et saboter la logistique de mort qui permet la circulation et l'acheminement, par voies terrestres, aériennes et maritimes, d'armes, de munitions, de véhicules et de matériels de guerre. Le bal des hypocrites, ces dirigeants, experts, économistes et autres journalistes qui se félicitent et acclament chaque mois la signature d'un nouveau maxi-contrat de vente d'armes et autres véhicules militaires à un autre État, tandis qu'ils semblent maintenant découvrir et s'inquiéter du fait que la guerre empile les morts – car, étonnamment, les balles et les obus tuent ! –, est révélateur d'au moins une chose : les guerres et la militarisation sont produites *ici*, elles sont préparées et projetées *ici*, elles rapportent de juteux profits *en grande partie ici* (comme en témoignent magistralement le record de bénéfices de l'entreprise *Dassault Aviation* pour l'année 2021 ainsi que la hausse de plus de 30 % des titres en Bourse de *Thalès* dans un contexte de baisse généralisée). Face à cela, il s'agit en somme de *mener la guerre à la maison*.

ENFIN, et bien que cela puisse sembler étonnant de dire ça dans le climat de guerre actuelle, il est impossible de faire une distinction fondamentale entre temps de guerre et temps de paix, entre autres raisons parce qu'un des piliers du militarisme aujourd'hui et depuis une centaine d'années est la recherche duale, visant « *simultanément à*

maximiser les retombées civiles de la recherche de défense et à faire bénéficier le domaine de la défense des avancées de la recherche civile », comme cela est très clairement assumé par le délégué général pour l'armement responsable du programme n° 191 *Recherche duale (civile et militaire)* dans le budget 2022, et comme en témoigne l'existence de la panoplie d'objets électroniques qui tapissent notre quotidien. Si cela pouvait au moins faire taire ceux qui croient encore à l'importance du rôle de la science et de la recherche technologique pour le « progrès humain », ou au moins les convaincre qu'elles ne sont pas neutres, nous tirons pour notre part une conclusion supplémentaire que nous invitons à partager avec toutes celles et ceux qui se soucient de lutter contre la guerre : en temps de guerre ou en temps de paix, il est nécessaire de se pencher sur les acteurs, les intérêts et les structures qui, enchevêtrées, rendent concrètement la guerre possible et de chercher les rouages de cette industrie, pour tenter de se donner les moyens de saboter la machine de guerre. Si celle-ci s'incarne dans de grands groupes (à savoir *Nexter*, *Panhard Defense* et *Arqus* pour le terrestre, *EADS*, *SAFRAN* et *Dassault* pour l'aéronautique, *Thales* et *Sagem* pour l'électronique, *Naval Group* pour la navale et *MBDA* pour la missilerie), l'industrie militaire s'appuie aussi sur des milliers de petites entreprises tout aussi indispensables et bien plus accessibles. En ayant en plus à l'esprit que les productions d'armement et d'engins de guerre, de systèmes de défense et de sécurité, de surveillance et de contrôle qui servent à faire la guerre sont les mêmes que celles qui arment le bras de la répression *ici*.

LA PAIX RESTERA UN VAIN MOT tant que nous n'aurons pas détruit tous les États et leurs frontières, tant que fleuriront les intérêts de ceux

qui s'enrichissent sur l'exploitation et sur la guerre, ceux qui l'ont voulue, ceux qui l'étudie, ceux qui la fomentent, ceux qui la promeuvent, ceux qui la financent, ceux qui la préparent, bref de tous ceux qui de près ou de loin collaborent avec elle. Quelles que soient leurs nationalités, ce sont eux que nous re-

connaissons comme nos ennemis, car ils seront toujours des ennemis de la liberté.

Anarchie! n° 23,
mars 2022

En guerre contre les frontières

DEPUIS DE NOMBREUX MOIS, la frontière qui sépare la Biélorussie de la Pologne est devenue un espace d'instrumentalisation des migrants.

En 2021, le président biélorusse Loukachenko promettait aux migrants fuyant guerres et persécutions, une route migratoire sûre vers l'Union européenne. En guise d'accueil, les autorités biélorusses forcent les migrants venus majoritairement d'Afghanistan, de Syrie et d'Afrique à passer la frontière polonaise particulièrement bien gardée par un régime polonais hostile à l'immigration non européenne.

Le gouvernement Loukachenko cherche ainsi à déstabiliser les régimes pro-européens et pro-occidentaux de ses pays voisins et l'Union européenne elle-même. Cette dernière critique son régime autoritaire depuis de nombreux mois. Et bien évidemment rien ne s'est arrangé avec l'entrée en guerre de son allié russe et sa stratégie anti-occidentale...

Côté polonais, si des habitant-e-s sont solidaires, le gouvernement militarise rapidement la zone. Le gouvernement met rapidement en place le « pushback » en refoulant en violation des règles du droit international les exilés vers le pays voisins sans qu'ils et elles ne puissent faire la moindre demande pour obtenir le moindre statut de réfugié.

Le 2 septembre 2021, le président polonais déclare l'Etat d'urgence qui permet de créer une zone d'exclusion de 3 km autour de la frontière biélorusse à l'intérieur de laquelle personne d'autres que l'armée n'est autorisée à pénétrer. Les secours eux-mêmes sont contraints de s'organiser clandestinement. En novembre, les gardes frontières utilisent cette fois les canons à eau et des gazs lacrymogènes. Des tirs de sommation et des violences sont également le lot quotidien des milliers d'hommes, femmes et enfants qui sont ainsi utilisés comme des pions, prisonniers entre deux frontières, à la merci des coups, privés de ressources. En février, au moins 19 corps sont retrouvés sans vie.

Dès les premiers jours, le réseau no Border, réunissant des anarchistes résidents en Pologne s'organise avec des frontaliers et frontalières et les migrant-e-s eux et elles-mêmes

pour mettre en place des formes d'entraide, en fournissant couvertures, eau, nourriture, premiers secours. Sur place, les No Border découvrent des enfants battus et des femmes violées par les militaires biélorusses ou les flics polonais. Ce sont souvent également des frontaliers et des frontalières qui apportent malgré les menaces des autorités leur aide.

Depuis mars, la guerre en Ukraine produit un nouvel afflux d'exilé-e-s. Si un réel élan de solidarité s'exerce alors à leur rencontre, à la frontière biélorusse, les exilés au teint jugé trop sombre continuent quant à eux et elles d'être repoussés vers la forêt. A la frontière ukrainienne les non européens et les hommes en âge d'être conscrits sont également refoulés.

Les No-Border des deux pays se sont coordonnés pour organiser le transport de personnes fuyant la guerre. La solidarité s'organise également vers l'Ukraine elle-même, et les groupes d'anarchistes qui s'organisent sur place. Le collectif Food not Bombs a aussi mis en place des cantines à la frontière ukrainienne. Le 22 février dernier une manifestation a été organisée aux abords d'un centre de rétention polonais. Une grève de la faim était alors en cours dans le centre de Wedrzyn.

Face à cette situation tragique, le gouvernement polonais a décidé de construire un mur le long de la frontière biélorusse pour un coût de quelques 353 millions d'euros. Le 23 mars quatre No Border sont arrêtés et accusés d'être des passeurs. La politique du gouvernement polonais continue donc dans le délire répressif. Quant aux logiques de guerre elles sont bien au cœur de la fabrique de l'exil.

• Un rétif,
Juin 2022.



ENTRETIENS AVEC UN CAMARADE UKRAINIEN SUR PLACE.

REPRIS DU BLOG
UNE AUTRE GUERRE.



PREMIER ENTRETIEN AVEC A. 11 MARS 2022.

Comment ça se passe depuis le début de la guerre en terme de vie quotidienne ?

Je suis originaire de Kharkiv mais j'étudie à Lviv depuis quelques années. J'ai dû quitter Lviv pour rejoindre ma famille qui évacuait Kharkiv, mais je suis à nouveau dans les territoires non occupés d'Ukraine occidentale, et je dépends essentiellement des « rapports » de mes amis et parents qui sont encore à l'est, certains d'entre eux faisant partie de milices ou de l'armée régulière, ainsi que sur le large éventail d'informations publiques sur les réseaux, etc., pour comprendre ce qu'il se passe plus près de la ligne de front.

Les villes et villages qui ont été capturés jusqu'à maintenant l'ont été pendant les premiers jours du « blitzkrieg » russe et de ce fait ça a causé un genre de « réveil dans un pays différent ». Je connais pas mal de gens qui se sont réveillés trop tard et n'ont pas eu le temps de fuir, et qui à présent ne peuvent pas évacuer : soit parce que les villes sont encore le lieu de combats ou de bombardements, soit parce que la ligne de front s'est déplacée plus en profondeur et que l'évacuation impliquerait de se déplacer à travers la ligne de front, ce qui est très dangereux – les photos et vidéos de dizaines ou peut-être centaines de c'était nécessaire...

La situation à Kherson et dans l'oblast de Kherson est encore en évolution ; même si l'armée ukrainienne a dû

quitter ces villes assez tôt (Kherson a été immédiatement abandonnée au profit d'une meilleure position défensive à Mikolaïev), la population s'est mobilisée et il y a eu plusieurs manifestations pro-ukrainiennes ('pacifistes' : seulement des slogans et des drapeaux pour le moment) dans les villes occupées. Ces protestations ne se sont pas éteintes même après que la Russie a fait venir davantage de police anti-émeute, mais malheureusement les tirs de sommation que les soldats ont tiré en l'air se sont transformés en vraie violence : plusieurs personnes ont déjà été tuées et des dizaines blessées dans de nombreuses villes. Je ne suis pas sûr de la façon dont ces actions pourraient se développer sur le long terme, en particulier en tenant compte du fait que l'armée russe s'installe à Kherson et en fait une base pour ses futures attaques vers l'ouest et Odessa et vers le nord et Zaporijia ; les actions de masse de civils qui ont été en mesure de ralentir l'avance russe ont clairement été temporaires et ont souvent été limitées au premier jour de confrontation (Enerhodar, Balakliya, etc.), et l'armée russe a montré son intention fascisante en n'ayant pas peur de tirer dans la foule.

Nous nous intéressons aux pillages qui sont pour nous une certaine marque des conflits de classe, spécialement en temps de guerre. Nous avons entendu parler de répression des pillages par les milices citoyennes, et aussi par l'État. Peux-tu nous en dire plus ?

Il n'y a pas eu de pillages de masse avant l'invasion russe. Pire encore, les pillages n'étaient pas un élément important du mouvement Maïdan en 2014 ; ce mouvement était relativement 'civilisé' et les seuls pillages ont eu lieu à Kiev (les bâtiments que les manifestants utilisaient comme hôpitaux ou camps), et dans l'Ukraine occidentale après que s'est installée une dure répression : les commissariats étaient pillés, des voitures brûlées, etc., mais il n'y avait pas de pillage généralisé des rues commerciales.

Dans les débuts de l'invasion du Donbass en 2014, il y a eu quelques pillages, et ils avaient essentiellement lieu dans les territoires que l'Ukraine ne contrôlait plus, ce qui a servi de bonne excuse pour les propagandistes pour montrer les photos des supermarchés détruits et vides

juste à côté des étagères pleines des magasins ukrainiens ‘civilisés’ et ‘européens’. De ce fait, le pillage et le ‘maraudage’ ont été attachés à l’image des ‘barbares’ russes, ils sont vus comme le signe de l’arrivée de la ‘horde’ du monde russe. Ces jours-ci on observe la continuation de la tendance de 2014 : les pillards sont vus comme l’équivalent de soldats russes.

J’ai entendu parler de pillages dans les premières heures du 24 février, juste après l’invasion, quand les banques ont cessé de fonctionner pendant un moment, et quand les gens ne pouvaient plus acheter les marchandises en diminution rapide. Une fois que l’avance russe a été ralentie et que la civilisation capitaliste a réaffirmé ses droits, le pillage est devenu plus dispersé mais extrêmement répandu ; les gens pillaient des petits magasins en quête de nourriture, de cigarettes ou d’alcool (il est illégal de vendre de l’alcool en temps de guerre en Ukraine), en petits groupes ou individuellement ; les gens s’introduisent dans les magasins d’électronique, dans les concessions automobiles ; et il y a aussi des plus grands groupes, pillant collectivement des plus gros magasins pour de la nourriture, ce qui est plus répandu dans les villes assiégées ou occupées. Je ne suis pas sûr de pouvoir donner des chiffres à ce sujet, mais j’ai vu au moins une centaine de pillards capturés et ligotés à des poteaux de téléphone, essentiellement par des civils, sans que la police soit impliquée, et plusieurs dizaines de vidéos de vidéosurveillance montrant des gens pénétrant dans des magasins. Si, au début, des arrestations ont pu être le fait de la police ou des milices nationalistes, à présent ce sont plutôt des citoyens faisant leur travail.

La population en général tend à soutenir ces mesures anti-pillages, essentiellement parce que les pillards sont souvent décrits comme des ‘maraudeurs’ (un terme plus grave, qui évoque le cambriolage de maisons privées et non pas de magasins abandonnés). Les rapports officiels mentionnent ce que les pillards ont volé, et ça développe cette conception du ‘maraudage’ dans des proportions importantes. Pour moi, il est tout à fait clair que les autorités ukrainiennes, en dépit de leurs déclarations sur l’héroïsme et le patriotisme, sont prêtes à sacrifier des milliers de personnes coincées dans les villes attaquées. L’État et la police ne se soucient pas de notre survie, ils se soucient de la survie de la loi en tant que telle, et de la survie de l’économie.

Zelensky a passé un amendement à plusieurs lois qu’on peut trouver ici : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2117-IX#Text>.

En gros, ces amendements augmentent les peines pour « maraudage » et diminuent le seuil de qualification d’un acte criminel : avant, il fallait voler « de grandes quanti-

tés », à présent n’importe quel délit en temps de guerre entre dans cette catégorie.

Y a-t-il eu des grèves en Ukraine depuis le début de la guerre ?

Je n’ai pas vu de grèves pour le moment, mais l’économie est désorganisée de toute façon, dans la mesure où un grand nombre de gens ont fui sans se soucier de leur travail. La plupart des pompiers, policiers, éboueurs et un certain nombre d’autres services municipaux dans les villes assiégées ou bombardées continuent à fonctionner, ce qui est d’ailleurs utilisé par la propagande qui chante les louanges des gens réduits en esclavage pour des salaires de misère, vantés comme ‘héros de la patrie’.

L’Ukraine n’a pas vraiment de structures syndicales, même s’il y a plein de syndicats ‘jaunes’ hérités de l’URSS, mais en gros ils n’existent pas vraiment et n’ont jamais organisé une seule grève de toute leur existence.

Existe-t-il un mouvement de base qui s’opposerait à la guerre sur une base non nationaliste ?

Je ne pense pas qu’il y ait une possibilité d’une résistance ‘populaire’ anti-État contre la guerre, même s’il faut absolument garder un œil sur la résistance civile, les pillages et les manifestations. Mais je pense qu’il y a une forte probabilité que les milices nationalistes mobilisent leurs forces pour affirmer leur pouvoir ‘dans la rue’, et peut-être influencent les décisions politiques si Zelensky décide d’accepter un accord de paix ‘pro-russe’.

Il y a plusieurs organisations anarchistes qui ont fait des distributions de nourriture et organisé des abris pendant le temps de paix, et ils se sont mis à soutenir les milices et les réfugiés, en particulier les personnes queer qui courent un gros risque d’être conscrits en ce moment. Les organisations anarchistes ukrainiennes sont relativement petites et ont une haute composition militante et masculine, ce qui fait qu’ils sont essentiellement en train de s’entraîner au combat, ou combattent les Russes au sein de milices ou de bataillons de l’armée régulière.

As-tu des informations sur ce qui se passe en Russie en opposition à la guerre (manifestations, grèves...) ?

Il y a eu quelques petites grèves en Russie, mais la structure syndicale est à peu près la même qu’en Ukraine : les syndicats sont vus comme d’anciennes institutions soviétiques qui n’ont guère de chance d’être impliquées dans des actions dirigées contre l’État (les syndicats ukrainiens n’ont rien fait même pendant Maïdan). Les mobilisations qui ont eu lieu en Russie, Ukraine, Kazakhstan et Biélorussie (pays similaires, avec bien sûr quelques différences) ont été spontanées et centrées autour des places et des rues plus que sur une organisation plus classique au niveau des usines, comme on pouvait s’y attendre dans la

période actuelle.

Les premières protestations contre l'invasion ont été à peu près complètement spontanées, mais il y a eu ensuite quelques appels 'officiels' pour des manifestations de la part de Navalny et d'autres forces libérales, et il y a eu quelques 'innovations' tactiques dans ces manifestations aussi. La prochaine manifestation est prévue dimanche 13 mars.

La police ne laisse en fait pas assez d'espace à ces manifestations pour qu'elles puissent être *dirigées* par les partis libéraux, ce qui fait que les appels par Navalny servent surtout à définir leur lieu et leur moment. Cependant, je n'ai rien vu pour l'instant qui suggérerait que des tactiques 'black blocs' ou 'anarchistes' se soient répandues parmi les foules ; il y a seulement eu quelques tentatives de 'desarrestations' qui ont dérangé la routine habituelle 'venir à une manifestation – être arrêté sans aucune opposition de la foule par des policiers qui entourent la manifestation de tous les côtés – passer une nuit en prison' ; il y a eu des manifestants arrêtés pour plusieurs jours et qui font face à des charges qui peuvent les envoyer en prison pour des années. Je pense que ces actions de protestation doivent avoir lieu à une bien plus large échelle pour avoir une chance de réussir à déranger l'effort de guerre, et j'espère que des actions de sabotage individuelles ou de nouvelles tactiques de masse pourront 'escalader' la protestation.

Veux-tu ajouter quelque chose ?

La situation est plutôt morose ; non seulement la 'classe' mais même la 'pauvreté' sont des 'non-mots', quand les Ukrainiens se présentent eux-mêmes comme un pays de classe moyenne respectable. Ça se voit dans la condamnation générale des pillages, dans l'héroïsation des travailleurs des services plutôt que d'admettre que les options sont limitées. La xénophobie généralisée et les appels au génocide des Russes coexistent avec la négation de l'existence de fascisme en Ukraine : 'tu vois, le régiment Azov n'a pas fait de photo avec le drapeau du Troisième Reich depuis deux ans !'. Les gens se débattent pour parvenir à s'enfuir de leurs villes natales et se réfugier à l'ouest ; les officiels ont pris une position de retrait, encourageant essentiellement les efforts des volontaires et les 'protégeant' avec la police.

Je ne soutiens pas les appels à la solidarité avec l'État, la police et l'armée au nom d'une 'situation d'urgence', mais je pense que les exemples d'organisation et de solidarité à la base donnent de l'espoir que quelque chose pourrait réellement changer, et que nous pourrions être en mesure de détruire non seulement ce fascisme et cette guerre, mais la base du fascisme et des guerres ! Le système dans lequel nous vivons n'engendre pas seulement la destruc-

tion, mais se nourrit de la destruction ; nous allons devoir apprendre à vivre avec et à nous organiser sans, à détruire ses bases fragiles et à créer la possibilité d'une liberté collective par-dessus tout.

SECOND ENTRETIEN AVEC A 17 MARS 2022.

Quelle a été l'évolution des pillages et de leur répression ?

Il est vraiment difficile d'estimer à quel point les pillages se sont développés : ce qu'on voit le plus souvent ce sont les arrestations, qui sont restées courantes. La répression s'est assurément durcie depuis l'amendement à la loi sur les pillages, et j'ai vu les premiers rapports de pillards 'trouvés morts dans leur confinement temporaire', ce qui est horrible et probablement seulement la partie visible de l'iceberg, puisque certains sont simplement laissés nus au milieu de la rue gelée.

Des grèves ont-elles eu lieu ? D'autre part, y a-t-il des signes d'une transition de l'économie vers une économie de guerre ?

L'Ukraine dépend essentiellement des importations d'armes à présent, et les usines qui produisaient de l'armement ukrainien dans l'est ont été détruites par les bombardements russes. L'État ukrainien semble complètement impuissant face aux difficultés engendrées par la guerre, il est incapable de réguler les loyers, les prix du carburant et leur disponibilité sont aléatoires, et l'appel à un 'retour à la normale' dans le paisible ouest repose surtout sur des campagnes de propagande et non pas sur une quelconque contrainte au travail. Le gouvernement a cependant suspendu certaines taxes, pour essayer d'encourager les importations et inciter les gens à établir et à investir dans des entreprises pendant le temps de la guerre, et les banques ont repoussé les échéances de certaines dettes et augmenté les limites de crédit, comme un acte de fier patriotisme.

Concernant le 'peuple en armes', nous nous disons que la situation actuelle n'a rien à voir avec celle de l'Espagne en 1936. Qu'en est-il des groupes armés ? Quel est leur degré d'autonomie ?

La situation n'est pas comparable à l'Espagne en 1936 dans le sens où il n'y a pas de possibilité pour l'émergence d'un vaste mouvement armé de la classe ouvrière, mais je pense que l'Espagne a révélé certaines limites de l'action anarchiste : on ne peut simplement pas affronter des armées régulières d'égal à égal, nous devrions plutôt essayer de rendre le retour aux rapports capitalistes impossible, à travers la perturbation et la redistribution de masse, tout

en sapant l'effort de guerre, mais on en est loin, bien sûr. Les groupes anarchistes ukrainiens sont très petits et se battent simplement aux côtés des autres milices et formations de l'armée régulière, prenant leurs ordres de l'État. Mais il faut faire attention à ne pas généraliser à partir de ça : ça ne veut pas dire que 'les anarchistes soutiennent [le régiment] Azov', mais seulement que, sans organisation large, dans une situation désespérée comme celle-ci, les anarchistes n'ont pas beaucoup de choix. Puisque tu vas être conscrit de toute façon, pourquoi ne pas te battre aux côtés de tes camarades ?

Le fait que les gens soient armés est-il à considérer comme un signe d'une montée en puissance des groupes de droite ? Si un accord se faisait entre l'Ukraine et la Russie, est-ce que ces groupes armés pourraient être tentés de prendre le pouvoir ?

Je pense que les envois actifs d'armes en Ukraine en ce moment vont assurément servir des buts réactionnaires (sans parler du fait qu'ils permettent à plusieurs pays d'Europe d'exploser leurs budgets militaires), mais je ne suis pas sûr que les groupes nationalistes voudront ou seront en capacité de prendre le pouvoir politique. Je pense que Zelensky a indéniablement peur d'eux cependant, ce qui explique pourquoi il essaie de ne paraître trop 'pro-Russe' pendant les négociations de paix, alors qu'il a été considéré comme ça pendant toute sa présidence. Les nationalistes ukrainiens préfèrent [d'habitude] prendre les rues, patrouiller comme des miliciens, ce qui leur permet de contrôler et de prévenir les 'activités dégénérées', que ce soient les personnes queer qui se promènent, les gens qui s'amusent ou qui boivent un coup, ou les manifestations pour les droits des femmes. Cette invasion pourrait changer leurs ambitions en ce qu'ils progressent vers une position 'mainstream' et exercent de plus en plus de pouvoir, mais je me garderai de toute prédiction.

As-tu entendu parler de désertions ou de refus de la conscription ? Y a-t-il des réseaux d'aide aux hommes qui voudraient éviter la conscription et peut-être fuir le pays ou se cacher ?

Je pense que tout le monde essaie de survivre de son côté, il n'y a pas d'effort de masse ici. Les gens se cachent dans les villages, se cachent dans des coffres de voiture pour essayer de passer la frontière, mais ceux qui sont pris par la police sont promenés publiquement [*paraded around*] comme traîtres : les hommes n'ont pas le droit de quitter le pays, et refuser de rester et de se battre est considéré comme une trahison. La conscription se fait de façon aléatoire, les gens sont attrapés dans leur chambre d'hôtel au moment même où ils arrivent de l'est, les gens sont arrêtés aux checkpoints, donc certains décident de s'enga-

ger volontairement dans des milices locales pour ne pas être envoyés au front.

La 'solidarité extraordinaire' de l'Occident ne durera probablement pas. Y a-t-il des réseaux d'aide aux émigrés, en Ukraine comme en Europe ?

Il y a un bon nombre de volontaires qui aident les gens à partir, aussi bien dans les villes assiégées que dans les gares partout dans le pays, et j'ai entendu beaucoup d'histoires merveilleuses sur l'aide que les gens reçoivent de la part de gens ordinaires. C'est assez remarquable dans la mesure où il n'y a eu aucun effort officiel d'évacuation, et où l'État continue de dire que chaque ville sera défendue et qu'il n'y a pas besoin de fuir. Je ne suis pas sûr qu'il y ait de 'plan' ou de 'prévisions' cependant, la plupart des réfugiés se contentent de dépenser ce qu'ils possèdent et essaient de trouver n'importe quel travail, et le fait d'être séparés et envoyés dans des villes différentes [en Europe] par les autorités rend difficile d'établir des liens durables, particulièrement avec la barrière de la langue.

As-tu des informations concernant les mouvements de protestation en zone occupée ? Et sur la collaboration avec les Russes ?

Les mouvements de protestation continuent de se produire, mais à une échelle plus réduite que pendant les premiers jours. La Russie a tué plusieurs personnes lors de ces manifestations, mais les gens sont à présent relativement habitués à voir des corps, ce qui fait que ça n'a pas beaucoup d'impact. La police anti-émeute russe tire en l'air continuellement, donc les gens sont au courant du danger à ces manifestations, mais continuent de venir. C'est manifestement insuffisant pour perturber l'occupation russe, mais pour l'instant je n'ai pas entendu parler de la formation de résistance de 'partisans' non plus.

Un bon nombre de policiers et de maires des localités frontalières collaborent avec les Russes, surtout dans les endroits qui ont été conquis le premier jour, mais certains décident de collaborer pour éviter que la ville ne soit bombardée toutes les cinq minutes.

Que peux-tu nous dire sur d'éventuelles luttes en Russie contre la guerre ?

Quelques-uns de mes camarades russes ont quitté le pays, ou sont à présent de plus en plus terrifiés pour leur vie, puisque les sanctions et le blocus du pays ont intensifié la répression et que l'État a lâché toutes ses forces pour emprisonner quiconque essaie d'exprimer la plus petite forme de dissidence. Honnêtement je ne vois pas comment un mouvement peut se former dans ces conditions, aussi longtemps que la police anti-émeute russe continue à réussir à contenir et à briser les quelques manifestations qui continuent de se produire.

Veux-tu ajouter quelque chose ?

Alors que la guerre se prolonge et que l'avance de la Russie se ralentit encore davantage, je ne vois toujours pas comment la guerre pourrait se terminer : Poutine veut clairement plus et envoie davantage de forces, et Zelensky refuse de reculer et demande la Crimée, le Donbass et des garanties de sécurité. Il y a quelques étincelles de révoltes, mais elles sont rapidement supprimées, et pendant ce temps des millions de gens continuent de se déverser en Occident à travers les checkpoints de la frontière ; je sais de moins en moins à quoi m'attendre... L'image d'une guerre patriotique que l'Ukraine serait en train de remporter donne seulement davantage de pouvoir aux forces nationalistes, et diminue la probabilité d'un accord de paix. Alors que l'Ukraine essaie de relancer la production à l'ouest, on pourrait voir des mouvements d'agitation des travailleurs, mais de façon générale je crois qu'il faut nous habituer aux conflits, et développer notre propre stratégie sur cette base : comment un mouvement peut-il émerger des ruines ?

QUATRIEME ENTRETIEN AVEC A., 5 AVRIL

Le changement dans la situation militaire et le retrait des troupes russes de la région de Kiev ont-ils un impact sur les relations entre le gouvernement et les groupes de droite ?

Je pense que pour l'instant les détails de ces relations sont masquées par le « brouillard » de la guerre, et je demeure sceptique quant à la possibilité pour ces groupes de droite de faire usage de leur puissance après la guerre. L'Ukraine ne communique pas sur ses pertes, et comme les groupes de droite sont impliqués dans certains des combats les plus intenses, on ne sait tout simplement pas à quel point ils sont encore opérationnels. Mais le fait que le gouvernement ukrainien puisse peindre la guerre comme une victoire signifie de toute façon davantage d'armes pour ces groupes et la croissance du sentiment nationaliste à travers le pays. Le gouvernement pourra imposer plus facilement la normalité dans l'Ouest, à présent, et les milices de droite locales vont poursuivre leurs attaques.

Qu'en est-il des lois interdisant certains partis politiques « pro-russes » ? Touchent-elles aussi d'autres organisations ?

Les seuls partis qui ont été visés jusqu'à présent sont des partis ouvertement « pro-russes » qui répétaient les propos du Kremlin et qui appelaient à la capitulation de l'Ukraine. Plusieurs organisations de gauche ont été me-

nacées de mesures similaires, soit officiellement par l'État, soit par le public, depuis au moins huit ans maintenant. Tout sentiment contre l'État ukrainien dans cette « période dangereuse » est généralement vu comme pro-russe et facilement étouffé. Je pense que ce n'est qu'une question de temps avant que ces mesures « de guerre » ne soient dirigées contre les radicaux et les syndicats. L'Ukraine n'ayant pas vraiment de parti « social démocrate », ceux qui tentent de dépeindre les partis « pro-russes » comme étant de gauche dans tous les sens du terme mentent, tout simplement.

Et la loi sur le travail, permettant de pousser la semaine de travail jusqu'à 60 heures au lieu de 40 et facilitant les licenciements ? Est-elle passée et appliquée ?

La loi est passée, mais son application est assez limitée jusqu'à maintenant, que je sache. Les réfugiés ont du mal à trouver du travail, et il est clair que les gens sont prêts à travailler 60 heures s'il le faut. L'essentiel de cette loi a pour but de formaliser des pratiques répandues dans l'Est, où la plupart des gens ont simplement quitté leur travail et ont vu leurs appartements et leurs bureaux détruits. Mais elle sera à coup sûr utilisée dans des régions non directement affectées par les combats, car le gouvernement essaie de motiver les gens à « reconstruire l'économie ».

Y a-t-il eu des lois analogues par le passé ou cette loi est-elle la marque du gouvernement Zelensky ?

Je n'ai pas entendu parler de lois similaires proposées par le passé. En Ukraine, la limite légale de l'exploitation n'est jamais appliquée en pratique, à cause par exemple de la prolifération de contrats informels. Vouloir attirer les investisseurs, réduire le coût du travail et diminuer les dépenses publiques n'est pas spécifique à la nouvelle équipe Zelensky, bien sûr. À cet égard, les gouvernements ukrainiens successifs sont vraiment tous les mêmes, et sont surtout guidés par les conditions de crédit toujours plus dures du FMI.

La « thérapie de choc » des années 1990 a conduit à une forte concentration du capital en Ukraine. Y a-t-il, depuis 2014, un changement de la structure économique, par exemple davantage de liens avec l'Occident ?

Les années 1990 ont entraîné une forte concentration du capital, c'est vrai, avec la formation d'entreprises gigantesques qui avaient le monopole de certaines industries. Une partie de ce phénomène s'est produit parce que les usines et la terre ont été privatisées et éclatées, chaque travailleur en recevant une infime part. Ces parts ont ensuite été achetées à bas prix par des banques et des holdings, souvent avec l'aide de capitaux étrangers. Les travailleurs n'avaient le plus souvent pas d'autre choix que de vendre : ils avaient besoin d'argent et on ne leur payait

ni dividendes ni salaires. Ceux qui avaient un peu d'influence dans les secteurs socialistes existants ont préservé cette influence et l'ont transformée en propriété. La privatisation de la terre a entraîné des consolidations comparables, même si les étrangers ne pouvaient pas légalement acheter de la terre ukrainienne jusqu'à récemment, mais seulement la louer.

Je ne crois pas que l'influence « pro-occidentale » ait beaucoup modifié cette situation, dans la mesure où une forte intégration verticale est extrêmement utile au capital. L'Ukraine a mis fin à une partie du commerce avec la Russie après 2014 (même s'il se poursuit, bien sûr), mais ça ne signifiait rien d'autre que la nécessité, pour les usines, de se moderniser pour être en mesure de soutenir la concurrence sur les marchés européens ; il n'y a pas de « démocratisation » imminente. C'est tout simplement la poursuite de la tendance post-années 1990, avec des entreprises faisant faillite car elles n'étaient pas compétitives sur les marchés internationaux. L'essentiel de l'est de l'Ukraine a connu une chute drastique des salaires réels après la perte du gigantesque marché russe, et les investissements étrangers ont été limités à quelques secteurs, tandis que les employés publics voyaient leurs revenus stagner.

La véritable influence occidentale s'observe en fait dans les centaines de milliers d'émigrants qui sont partis en UE pour des emplois saisonniers aux conditions misérables, renvoyant leurs salaires au pays.

On parle beaucoup ici des difficultés de l'agriculture ukrainienne et on peut lire des propos de patrons réclamant le recours au «travail forcé ». À quel point la guerre

a-t-elle changé la situation économique ?

Quiconque s'inscrit pour recevoir l'aide de l'État accepte de travailler pour des « projets d'utilité publique », mais je n'ai rien vu de tel se produire pour l'instant. Les gens, pour la plupart, travaillent dans la logistique et les entrepôts, et il n'y a de façon générale pas beaucoup de travail. Je suis sûr que les patrons dans l'agriculture pourront trouver des travailleurs prêts à l'esclavage pour des salaires misérables. Il est vraiment difficile d'évaluer la situation en ce moment mais, d'après ce que j'ai entendu, même dans les régions où les combats sont en cours, on trouve de la main-d'œuvre saisonnière à bas coût. Parmi les séquelles inévitables de cette guerre, la (re) construction impliquera aussi, de toute façon, beaucoup de travail non – qualifié.

As-tu quelque chose à ajouter à propos des pillages, des désertions, du refus de la conscription en Ukraine, ou autre ?

Malheureusement, je n'ai pas vu passer de nouveaux développements en ce qui concerne les pillages ou la désertion. Il y a de plus en plus d'échos de désertions du côté russe, et les sabotages biélorusses sont enthousiasmants, mais l'atmosphère générale est assez morose. Quelques activistes de gauche qui essayaient d'aider des réfugiés ont été attaqués par des nazis, et les autres glorifient la violence en cours en chantant les louanges des drones et des missiles antitanks.

• <https://uneautre guerre.wordpress.com>



CONTRE LE COLLECTIF MORTIFÈRE DU NATIONALISME, LA GUERRE ET LE CAPITALISME.



1.

IL ARRIVE QUE LA MARCHÉ des choses dans ce vaste monde impossible soit mieux saisie dans une miniature du modèle global, par exemple, dans un petit pays, une mini société où les tares du capitalisme sont clairement exposées. Prenez le Portugal, situé aux marges de l'Europe, loin des territoires en conflit et des bruits de bottes. Pays où la démocratie représentative triomphante ne cache pas une corruption massive qui touche les institutions, de la plus petite mairie financée par le capitalisme prédateur (dont des financiers ukrainiens et russes) jusqu'aux forces armées corrompues qui vendent leurs armes sur le marché noir, aux politiciens véreux qui se reproduisent par génération spontanée. Pays où la communauté de prolétaires immigrés ukrainiens dépasse les 30 000 personnes et où, récemment encore, la police des frontières a assassiné de sang-froid, à l'aéroport de Lisbonne, l'un d'entre eux, Ihor Homenyuk pour le nommer, lors d'un banal contrôle de papiers¹. Pays où, récemment encore, le ministère de l'intérieur livrait aux fonctionnaires russes en poste les coordonnées des rares exilés qui manifestaient devant leur ambassade, pour protester contre le régime. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un pays où, comme partout ail-

leurs, l'invasion de l'Ukraine par le régime de Poutine a déclenché un bruyant cortège de pleurs, de protestations et d'affirmations de solidarité avec le peuple ukrainien, un pays où, comme partout ailleurs, l'hypocrisie avance masquée, parée de vertu. Pour couronner le tout, il y a eu l'extraordinaire « affaire Abramovitch ». Le très connu multimillionnaire russe, acheteur de clubs de foot — passerelles de blanchiment d'argent sale — est devenu récemment portugais grâce à un de ces *Visas Gold*, qui sont depuis quelques années vendus par le gouvernement socialiste local pour renflouer les caisses en échange d'un « investissement » dans l'immobilier. C'est ainsi que des milliers de personnages du même acabit achètent à tout va, châteaux, hôtels de luxe, demeures urbaines, vignobles renommés : Russes, Brésiliens, Ukrainiens, Chinois, Saoudiens, Américains et même Français avides de soleil bon marché. Le pays solde ses biens.

Mais venons-en à ce qui nous occupe. Probablement dénoncé par un ami jaloux, Abramovitch, est désormais dans de mauvais draps, ou, presque... Après avoir été forcé de mouiller ses yachts de luxe en Turquie, après avoir échappé à des tentatives d'assassinat de la part de gens mal intentionnés, le voilà poursuivi par la justice de sa nouvelle patrie. En réalité, et au contraire de ce que nous affirmions, notre homme n'avait pas acheté un *Visa Gold*. Il a, tout simplement, obtenu sa nationalité en évoquant ses origines séfarades, encore un autre business récent pour les caisses de l'Etat portugais, donnant droit à la

1. Sur les récentes violences et crimes racistes au Portugal, lire : « Le Portugal face à son passé colonial », *CQFD* n°191 (octobre 2020)

nationalité lusitanienne². Sauf que le chef religieux de la communauté juive de Porto, qui lui a fourni les preuves nécessaires pour avoir recours à la loi, avait bidouillé le dossier, avait produit des faux papiers et se trouve actuellement en prison³. Comme un vulgaire immigré clandestin, le malheureux Abramovitch, est désormais menacé de perdre sa nationalité lusitanienne.

Je prétends que ces *Visas Gold* pour bandits riches et « respectables » sont une invention précieuse. Ils sont la preuve scientifique que la « nationalité » est une valeur marchande qui recouvre des mythes tout aussi falsifiés que les preuves de ses origines séfarades fournies par Abramovitch. Que toutes les idées et valeurs charriées par le nationalisme ne servent qu'à assujettir ceux qui ne possèdent rien à ceux à qui tout appartient. Allant jusqu'à faire mourir les premiers pour sauver les intérêts des seconds. C'est d'actualité, n'est-ce pas ?

Cette brève digression nous servira d'introduction. Au contraire de la guerre, le ridicule et l'indigne ne tuent point. En être conscient, nous aide néanmoins à prendre un peu de hauteur pour affronter l'inhumain, nous démarquer de la bêtise et de la médiocrité de ceux qui nous entraînent vers l'abîme.

2.

GUERRE, UN MOT QUI DIT TROP, qui ne peut pas être dit. Le dire, c'est déjà prendre position. Viktor Klemperer avait insisté dans son étude sur l'usage politique des mots dans les régimes totalitaires⁴. La formule « Opération Spéciale », employée par le régime russe constitue une vaine tentative pour masquer le lourd sens que le mot « guerre » a dans l'histoire, la barbarie qu'il évoque. Curieusement, son utilisation n'est pas originale ni même

réservée aux régimes totalitaires ; elle fut utilisée dans d'autres circonstances par des régimes démocratiques ou autoritaires, lors de la guerre d'Algérie ou, encore, lors de la guerre coloniale portugaise, pour ne prendre que deux exemples récents.

Pas facile de discourir sur la barbarie de la guerre alors que des êtres continuent à s'entretuer, les uns pour défendre ce qu'ils pensent leur appartenir, les autres pour reprendre ce qu'ils pensent devoir leur appartenir, alors que des milliers se terrent dans des caves, dans des trous, avancent péniblement sur des routes défoncées traînant leurs sacs où sont tassées leurs maigres affaires de survie, les enfants hagards entre les ruines. Des images déjà vues, trop vues, interchangeables, de l'ex-Yougoslavie à Grozny, d'Alep à Mossoul, puisqu'il y a continuité dans l'horreur. Difficile aussi, car dans les moments comme celui que nous traversons, l'affect domine, rend inaudible, indicible, illisible même, toute tentative de se dégager de la souffrance de la barbarie qui nous écrase. Et pourtant, celle ou celui qui veut continuer à penser le monde avec un regard critique « doit chercher à se placer au-dessus des choses, sinon il s'embourbe jusque par-dessus les oreilles dans le premier gâchis venu », écrivait en prison Rosa Luxemburg⁵ ; c'était le 26 janvier 1917, la grande boucherie de la Première guerre mondiale était en cours. La difficulté de **se placer au-dessus des choses**, voilà le premier résultat de la bestialité d'une guerre. Essayons tout de même, faisons quelques pas, nous qui nous trouvons loin des combats et des bombes.

Après des années de théories modernistes sur les sociétés, de mises en question de concepts considérés comme dépassés, nous nous trouvons aujourd'hui replongés dans le fracas des bombes de toujours, de plus en plus mortifères. Abreuvés,

2. Au cours des XVe et XVIe siècles, les juifs séfarades ont été expulsés du Portugal, une minorité s'est convertie, contrainte et forcée, (les « nouveaux chrétiens ») pour pouvoir rester dans le pays et a été victime d'une sauvage persécution de la part de la terrible institution de l'Inquisition. La loi de 2015, dite de « réparation historique », attribue la nationalité portugaise à celles et ceux qui peuvent fournir la preuve d'être les descendants de cette population juive. Bien évidemment, marque de ces temps de libéralisme débridé, le recours à cette loi a entraîné une accumulation d'affaires de corruption impliquant des proches de politiciens liés à la promulgation de la dite loi.

3. *Publico*, Lisbonne, 18 mars 2022.

4. Viktor Klemperer, *LTI, la langue du IIIe Reich*, Pocket, 2003.

5. Rosa Luxemburg, lettre de prison à Louise Kautsky, *Commencer à vivre humainement. Lettres*, p. 88, lettres choisies, présentées et annotées par Julien Chuzeville, *Libertalia*, 2022.



6. Karl Korsch, analyse, en 1943, dans la revue *New Essays* (New York), les idées des théoriciens de la géopolitique, en particulier l'Américain Mackinder et le général allemand Karl Haushofer, ce dernier ayant ensuite influencé Rudolph Hess et d'autres théoriciens de l'expansionnisme nazi. La question est brièvement abordée dans son texte « The World Historians » (1942), traduction de Serge Bricianer et Claude Orsoni, Karl Korsch, *Notes sur l'Histoire*, Smolny, Toulouse, 2011.



du matin au soir par les idées du grand « gâchis » du passé, le nationalisme. Abreuvés par des récits patriotiques colorés de drapeaux. Saisi à vif par l'intervention militaire russe, l'esprit est tout naturellement séduit par les propos faciles sur l'état mental du chef du régime russe. Impossible d'éviter le lien étroit que tout pouvoir, de surcroît le pouvoir sans limite, entretient avec la folie, la paranoïa. Mais si cela peut expliquer telle ou telle décision, nous sommes là loin d'aborder les causes profondes de la guerre. Restent les discours centrés sur la géopolitique et les rapports de force, eux aussi limités à la surface des mouvements du capitalisme. On sait que la « géopolitique », la géographie des rapports de force entre les nations, a remplacé à l'avantage des classes dirigeantes les analyses fondées sur la concurrence entre les forces capitalistes et les formes impérialistes du système. Les théories de la géopolitique, séparant économie et politique, ont gagné droit de cité après la Première guerre mondiale, elles ont épousé parfaitement les idées nazies de la lutte pour les « espaces vitaux ». Le communiste révolutionnaire Karl Korsch fut un des seuls théoriciens qui fit la critique de cette idée de « géopolitique », innovante dans la pensée bourgeoise et qui, depuis, n'a cessé de se populariser dans l'explication des mouvements de conquête du capitalisme concurrentiel⁶.

On ne manque pas de nous répéter que les vieux schémas ne permettent plus de comprendre la guerre, ses causes. On peut défendre le contraire, argumenter que, finalement, la guerre, cette guerre, vient prouver leur pertinence. Si nous vivons toujours dans des sociétés organisées pour la production du profit, fondées sur l'exploitation, divisées en classes, avec des intérêts opposés, alors on ne voit pas pourquoi les causes de la guerre, celle-ci aus-

si, pourraient se trouver ailleurs qu'à la racine du système capitaliste, dans sa reproduction contradictoire. C'est dans les fondements de l'économie politique qu'on peut trouver les repères d'analyse permettant de comprendre les causes de la guerre. Quel autre chemin prendre pour réussir à « se placer au-dessus des choses », si terribles soient-elles ?

3.

COMME DANS TOUTES LES SITUATIONS où le fragile équilibre des sociétés inégalitaires et d'exploitation se fissure, voire s'effondre, tout n'est pas clair, le noir et le blanc gagnent en nuances. Lorsque la fumée des explosions se répand, l'horizon s'obscurcit d'autant. Des questions restent confuses. Est-ce que ce qui domine en Ukraine est le désir de se battre et, le cas échéant de mourir, pour ne pas se trouver soumis au hideux régime qui domine le peuple russe ? Dans quelle mesure ce rejet d'un régime qui veut s'imposer ne devient-il pas, de façon insidieuse, l'élément majeur d'une autre aliénation, la soumission à un autre mythe nationaliste ? Sûre d'elle, le 25 mars, une éditorialiste faiseuse d'« opinion publique » d'un grand journal espagnol nous assurait que les Ukrainiens ne se battaient pas pour avoir des sacs Vuitton mais pour la liberté !? Or, on a de bonnes raisons de penser que c'est justement la liberté de posséder des sacs Vuitton qui définit les contours de la « liberté » dans ce monde-ci. Ce qui veut dire que ceux qui se battent et meurent n'auront jamais de sacs Vuitton, et que « la liberté » sera celle de ceux qui ne se battent pas et qui possèdent déjà les dits-sacs et bien d'autres avantages en nature.

Question encore, est-ce le nationalisme qui est à la source de la guerre ou bien, et le cas ukrainien

semble bien le corroborer, la guerre est-elle l'activité barbare qui permet d'engendrer et de fonder l'idée nationaliste et du patriotisme qui en découle ? D'où la place privilégiée que cette activité sanglante promet aux idées réactionnaires, xénophobes, des groupes néo-nazis. En Ukraine, où, comme le rappelait Yvan Segré tout récemment⁷, ces courants sont à l'œuvre de façon dominante, la confusion n'est pas permise. Avec justesse, il rappelait que les mêmes qui ne manquaient jamais de souligner hier les propos de bistro antisémites de tel ou tel *Gilet Jaune*, se montrent aujourd'hui forts tolérants envers les néo-nazis ukrainiens antirusse.

La guerre n'obscurcit pas toutes les questions, et elle en éclaire d'autres. Quoi de plus indécent que le traitement à géométrie variable que les États occidentaux réservent, ou plutôt promettent, aux réfugiés arrivés d'Ukraine ? Mettant à nu les intérêts économiques qui fondent cet amour soudain pour la condition de réfugié, allant du roi de l'Hollande aux patrons de la plateforme airbnb... Dans une Europe où des milliers de réfugiés des guerres menées par les pouvoirs occidentaux survivent dans les rues, dorment sous les ponts ou dans la boue des campements de fortune, se noient sans secours en tentant d'y trouver refuge ou en tentant de se déplacer, les États se démènent pour « accueillir » et aider matériellement les réfugiés d'Ukraine. Un « accueil » qui cache mal leur intérêt économique pour des personnes considérées comme « blanches » et « chrétiennes », exploitables tout de suite, avouera même un homme politique français. Une indécence et un cynisme qui dévoilent la vraie nature raciste et xénophobe des seigneurs du pouvoir et de leur système. Après les mensonges sur la pandémie, voici venus les discours officiels sur les « bons réfugiés ». Les promesses ne sont pas la réalité, et le moment

viendra assez vite où les « bons » réfugiés se confronteront à la vraie condition de réfugiés du capitalisme libéral. Accueillies dans une petite bourgade non loin de l'infâme campement de Calais, où moisissent depuis des années de « mauvais réfugiés », des jeunes femmes arrivées d'Ukraine élèvent la voix et pointent l'hypocrisie. Demandent-elles quelque chose de particulier à l'État français ? Oui, répondent-elles : « *que tous les réfugiés — les Afghans, les Syriens — puissent être accueillis avec les mêmes droits, avec la même chaleur et empathie que les Ukrainiens.* »⁸

Cette affirmation inattendue d'internationalisme tranche avec les discours guerriers qui passent en boucle. Et qui peut s'ajouter aux affiches qui ont un moment recouvert des panneaux publicitaires sur les routes d'Odessa : « *Soldats russes avec nous !* »⁹ L'humain ne se soumet pas toujours à l'horreur.

4

JE LISAIS RÉCEMMENT QUE LÉNINE, auteur qui n'accompagne pas mes soirées de lecture, disait que la politique n'est jamais qu'un concentré de l'économie¹⁰. La guerre étant, à ce titre, un concentré de cette même politique. L'homme s'y connaissait, en politique. Alors, quittons les récits qui expliquent peu, qui prolongent la confusion, et tentons d'approcher les conditions matérielles de la vie sociale, les rapports sociaux qui fondent ce qu'on appelle l'« économie ».

L'Ukraine est donc, aujourd'hui, en passe de rejoindre le vaste terrain de ruines qui s'étend, année après année sur la surface de la planète, suivant en cela le même destin que d'autres sociétés. Une guerre de plus dans ces prolongements successifs de la fin de la « guerre froide », ce dont d'autres peuples et populations ont déjà subi les effets

7. Ivan Segré, « Le trio infernal : Poutine, l'OTAN et les néonazis », *Lundi matin*.

8. « Guerre en Ukraine, Les Dakh Daughters, Vivre et revenir. », Anne Diatkine, *Libération*, 21 mars 2022.

9. « Odessa la rebelle », Jean-Baptiste Naudet, *L'Observateur*, 10 mars 2022.

10. La formule de Lénine est rappelée par Michael Roberts dans « Ukraine : the Economic Consequences of the War », *The Brooklyn Rail*, New York, mars 2022. Je puise aussi dans son texte l'essentiel des données économiques qu'on trouvera ci-dessous.



11. Peu à peu, des reportages, témoignages et analyses confirment ce fait. Il va sans dire que le reconnaître ne signifie nullement cautionner les propos propagandistes du régime tout aussi totalitaire de Poutine.

12. Un portrait saisissant de la nouvelle bourgeoisie ukrainienne en temps de guerre par Florence Aubenas dans *Le Monde* du 16 mars 2022, « Les « chanceux » de Bukovel ». Bukovel est une luxueuse station de sports d'hiver, propriété d'un oligarque ukrainien, où se sont « réfugiés » de nombreux bourgeois, nouveaux riches et assimilés dès le début de la guerre. Pendant que les bombes tombaient sur le peuple ukrainien ce peuple moderniste et amateur de sacs Vuitton « culpabilise » dans des hôtels de luxe.



sanglants, de la Bosnie à l'Afghanistan et à la Tchétchénie, de l'Irak à la Syrie, à la Lybie et au Yémen. Il semble bien qu'un modèle s'impose pour les pouvoirs capitalistes dominants. Ce qu'ils ne peuvent pas dominer, ils le détruisent, réduisant d'autant l'espace de la globalisation de l'économie capitaliste.

En un peu plus d'une décennie, l'Ukraine est passée de la dépendance de la Russie à celle du FMI. Si le pays possède des terres parmi les plus riches de la planète, il reste profondément arriéré et pauvre. Trente pour cent de la population vit dans les campagnes et environ 14 % de la force de travail cultive la terre mais la productivité y reste très faible. Au moment de la crise politique de 2014, l'endettement du pays auprès de la Russie était très important. Se trouvant dans l'incapacité de poursuivre le remboursement de la dette au « grand frère », l'Ukraine s'est tournée alors vers le FMI qui a entrepris de lui fournir les prêts nécessaires pour maintenir l'économie à flot.

Les révoltes urbaines et l'insurrection de Maïdan de 2014, ont représenté un tournant décisif. On sait aujourd'hui que ces événements ont permis aux forces réactionnaires nationalistes et xénophobes, aux groupes minoritaires néo-nazis, de prendre une place importante dans la vie politique, probablement sans commune mesure avec leur force dans la société¹¹. Mais, au-delà du fait politique autour duquel s'est structurée la renaissance du nationalisme ukrainien, Maïdan a signifié avant tout la rupture avec la dépendance russe et l'amorce de la dépendance envers les économies capitalistes occidentales. Un endettement suivra l'autre. En échange de ses interventions et prêts, le FMI impose, comme toujours, l'application de politiques libérales, de privatisation et d'austérité sociale. On connaît les recettes : les salaires ont stagné, les aides sociales et les systèmes de

retraite ont été attaqués, les services publics — héritage croulant de l'ancien régime capitaliste d'Etat — ont été démantelés, les dépenses sociales ont été coupées de moitié en quelques années. La politique de privatisation s'est concentrée, dans un premier temps, sur le secteur bancaire afin de contrôler la corruption et le pillage des ressources, sur les terres agricoles et les ressources minières (dans le Donbass surtout) au profit des multinationales du capitalisme occidental. La dette envers la Russie a été négociée, avec la médiation de l'Allemagne, sans trop de succès, et l'intervention du FMI s'est poursuivie jusqu'au déclenchement de la guerre.

Pendant des années, le capitalisme occidental a fait un usage direct des fonds des prédateurs russes et ukrainiens, qui furent blanchis dans divers réseaux, allant du foot à l'immobilier et au luxe, avec un « ruissellement » non négligeable vers des secteurs des bourgeoisies parasitaires occidentales. Ce qui explique notamment l'hypocrisie des discours actuels sur le gel des fortunes des oligarques. Il faut considérer que l'effondrement du capitalisme d'Etat en Russie a accouché d'une société monstrueusement inégalitaire, où les plus riches possèdent une fraction de la richesse nationale qui est une des plus élevées de toutes les économies capitalistes. Inversement l'importance de l'investissement des capitalistes européens en Russie — qui représente entre 50 et 75% du total — est énorme. Si on y associe l'importation du gaz russe, on comprend le pourquoi de l'inefficacité des menaces et propositions de sanctions. Le modèle fut le même en Ukraine, dans un pays où la grande majorité de la population vit misérablement ; une nouvelle bourgeoisie et une classe moyenne moderniste ont pris forme à l'ombre des grands oligarques prédateurs dont, entre autres, le très mondain

M. Kolomoisky, ami et soutien de M. Zelensky¹². L'image passée en boucle du grand centre commercial bombardé dans le quartier résidentiel moderne de la capitale ukrainienne parle aussi de rapports de classe, d'inégalité et d'injustice sociale. Autour du squelette fumant du centre commercial, les grues et les hauts immeubles en construction signalent la vaste spéculation immobilière qui était en cours avant l'invasion de l'armée russe. De toute évidence, pour l'état-major de l'armée russe, les sacs Vuitton et les grandes enseignes du prêt à porter représentent aussi la liberté occidentale qu'il est censé combattre. Comme ils se ressemblent, les deux frères ennemis !

La guerre ne peut qu'affaiblir une économie russe fragile, peu diversifiée, reposant pour l'essentiel sur l'exploitation et l'exportation de sources d'énergie et de ressources naturelles — une économie qui est pratiquement en stagnation depuis dix ans.

La tentative de prendre le contrôle de l'Ukraine, de ses réserves naturelles et minérales, est un enjeu important pour le capitalisme occidental. Pour la puissance russe, sa perte était déjà annoncée depuis une dizaine d'années. Le tournant de Maïdan avait mis en relief la faiblesse économique de la Russie face aux forces capitalistes de l'ouest. Dans ce sens, il annonçait la guerre à venir. Compte tenu de cette faiblesse, on peut difficilement parler d'un affrontement entre deux impérialismes mais plutôt d'un combat de défense d'une puissance militaire qui n'a pas les moyens économiques de son objectif, la défense de ses intérêts menacés par le capitalisme occidental. Il s'agit d'une situation historique nouvelle qui pourrait bien déboucher sur un enchaînement barbare. Un éventuel arrêt des combats et des destructions, les perspectives de négociation qui se dessinent, comportent déjà cette défaite du pouvoir russe. La « neutralité » ukrainienne se fera, peut-être, au prix de l'acceptation de son intégration dans le capitalisme occidental par la voie des politiques économiques libérales du FMI. En tout état de cause, de part et d'autre des lignes de front, le peuple ukrainien et le peuple russe seront les vrais perdants face aux intérêts des bourgeoisies et des capitalistes présents.

Comme seront perdants aussi ceux qui, dans nos sociétés, subiront les conséquences massives de cette guerre. La tendance qui s'était affirmée au cours de la pandémie du Covid : l'augmentation de l'inégalité sociale et l'appauvrissement rapide et généralisé des classes populaires va se confirmer et se renforcer avec les conséquences de la guerre, de l'inflation à la reprise des dépenses d'armement. A l'occasion de la pandémie, on avait souvent entendu des propos néomalthusiens modernistes selon les-

quels la pandémie avait remplacé, à notre époque, la guerre dans la régulation des populations. Raisonnements imprudents, fondés dans l'illusion de la fin des affrontements guerriers en Europe malgré le précédent de l'intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie. Le capitalisme ne remplace pas les horreurs, il les additionne, il en crée de nouvelles tout en reproduisant les anciennes. Surtout, il se montre fidèle à ses vieux principes de fonctionnement. La guerre reste au cœur de la bête, le capitalisme la porte dans son sein et dans la logique de son fonctionnement. Avec les attributs qu'elle engendre, et qui l'engendrent, le nationalisme, le patriotisme, le racisme.

Dans le système d'exploitation, de production de profit, la guerre reste une carte fondamentale dans la « solution » de ses contradictions, de ses crises.

5.

Lorsque, en 1936, Antonin Artaud écrivait : « *L'homme qui admet la patrie c'est un homme qui trahit. Elle [la patrie], fait de l'homme un traître à son semblable.* » l'Europe avançait à grands pas vers la barbarie. Nous ne voyons pas encore avec clarté vers quels précipices nous mène aujourd'hui la marche aveugle du capitalisme. Nous sommes néanmoins certains que la résurgence des idées nationalistes et patriotiques, leur capacité à prendre la forme de forces sociales capables de mobiliser, sont un signe sombre et ne peuvent annoncer que de nouveaux désastres.

Il y a quelques années encore, nous étions loin de penser qu'une telle évolution serait possible. Sans aucun doute, le nationalisme a toujours été engendré par le développement du capitalisme ; jamais il n'a cessé d'être un ingrédient des forces politiques qui le légitiment, celles de la gauche aussi, sans parler des poussées de patriotisme xénophobe qui ont jalonné le parcours des partis communistes issus du stalinisme. Le triomphe de l'individualisme libéral a pu faire croire que ces temps étaient révolus. L'ancien mouvement ouvrier organisé, partis et syndicats, associés à cette gauche nationaliste, jouant toujours dans les limites de l'État-nation alors même que le capitalisme se mondialisait, ont produit et défendu l'idée que le seul collectif possible était celui de ces organisations, dirigées par leurs chefs. Leur défaite et décomposition, la crise de la représentation et du fait politique, ont semblé laisser un vide du collectif. Pas tout à fait toutefois, car de nouveaux mouvements ont fait irruption dans les sociétés modernes, cherchant à construire un

CHARLES REEVE est un révolutionnaire se réclamant du communisme anti-autoritaire et autonome.

Réfugié en France depuis 1967 et sa désertion de l'armée coloniale portugaise, il écrit plusieurs essais sur le développement du capitalisme en Chine et sur la révolution dite des œillets.

Il participe également aux éditions *Ab Irato* et à la revue *Oiseau Tempête*.

Plus récemment, il a également écrit un essai— *Le Socialisme sauvage : Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*.

Ce dernier ouvrage est disponible à la bibliothèque libertaire *La pensée sauvage* encore accessible pour quelques semaines à *La Pétroleuse* avant de déménager au *Local Apache*.



autre sens du collectif, porteur d'un contenu de démocratie réelle, plus autonome et émancipateur, opposé au fonctionnement bureaucratique des vieilles institutions.

Aujourd'hui, alors que la guerre en Europe domine les esprits et paralyse les réactions, on entend volontiers des avis savants, souvent issus de cette gauche autoritaire opposée depuis toujours à l'auto-émancipation, insinuer, avec regrets certes, que le retour du nationalisme et du patriotisme, de l'action guerrière, serait une réaction collective inéluctable aux désirs de l'individualisme, de l'égoïsme libéral. La haine de l'autre, la pulsion de mort, seraient-ils le seul refuge actuel du collectif ? Il s'agit là d'un discours inacceptable, porté par ceux-là mêmes qui ont toujours fait barrage aux combats pour des collectifs autonomes, subversifs, présentés comme impossibles. Dans la formule toujours actuelle du « *Socialisme ou barbarie* », il faudrait donc choisir la barbarie car la remise en question du monde capitaliste resterait irréaliste, impossible.

Pour nuancer le constat d'échec de leur réalisme, d'autres s'évertuent à opposer patriotisme et nationalisme. Tâche impossible car il n'y a pas de nationalisme sans patriotisme. En soi, le patriotisme est vide de sens, il ne s'affirme véritablement que dans le mouvement du nationalisme qui mène inévitablement à la guerre. Cela étant, le nationalisme, idée devenue force sociale, a fait historiquement ses preuves pour mobiliser les êtres à mourir et à faire mourir les autres. Dans la guerre, au delà des capacités techniques, la mobilisation nationaliste est un facteur déterminant. L'armée russe en Ukraine en fait les frais. A contrario, dans le monde moderne jamais l'idée de nationalisme n'a amené un changement des rapports sociaux d'exploitation.

Une fois passé le fracas des bombes, une fois les morts enterrés et les ruines déblayées, dans les esprits comme dans les territoires, le peuple de l'Ukraine aura à payer son prix de la guerre et de la victoire de « son » nationalisme. Il y aura gagné un renforcement de son identité à un espace Etat, il n'aura rien changé dans sa dépendance à la bourgeoisie ukrainienne et ses amis, il y sera d'autant plus asservi à leurs intérêts de classe. A Bukovel, les spas, les boutiques et les hôtels de luxe, les pistes de ski, se rempliront à nouveau. L'état des choses du monde ne sera pas mieux qu'avant, plutôt le contraire. Et la pauvreté des exploités ne sera que plus vaste.

Le nationalisme et le patriotisme sont les formes les plus négatives, mortifères, du collectif. Sa négation même, si l'on tient pour vrai collectif l'aspiration à l'émancipation humaine. Le dernier refuge du collectif, la façon de faire société, ne peut nullement être cette forme indigne de trahison, d'être ensemble contre l'autre, d'être ensemble pour défendre l'inégalité sociale. Le nationalisme est la peur du collectif qui produit l'émancipation, l'égalité sociale. S'il s'affirme avec cette force, à nouveau de nos jours, c'est bien parce que les formes du collectif émancipateur ne sont pas encore suffisamment fortes pour s'imposer, pour s'élargir, se développer. Toute guerre fait reculer le temps et la possibilité d'un monde nouveau. La guerre est la preuve que la nature barbare du capitalisme n'a pas changé. Elle est le stade suprême de notre impuissance. Dépasser ce stade dès que possible, est notre seule guerre à nous.

• Charles Reeve,
[Glané sur Lundi Matin]

APPEL À SOUTIEN DE L'ABC BÉLARUS.

Au Bélarus, le régime s'acharne contre les personnes ayant participé au soulèvement de 2020. Face à une répression sans précédent contre le mouvement anarchiste, l'Anarchist Black Cross Belarus sollicite votre soutien urgent.

Deux ans se sont bientôt écoulés depuis la révolte de 2020 au Bélarus. Le mouvement anarchiste, parmi d'autres activistes et journalistes, fait face à une vague de répression sans précédent. Beaucoup de militants ont fui le pays, d'autres sont emprisonnés. L'ABC Bélarus continue ses activités et a besoin d'aide plus que jamais. Actuellement, environ trente anarchistes et antifascistes sont emprisonnés au Bélarus. Ce nombre est en constante augmentation.

En ce moment a lieu un important procès contre dix inculpés. Ce procès durera probablement tout l'été et nous coûte 3000 euros par semaine. Sans votre aide, nous ne pourrions pas fournir d'aide aux inculpés très longtemps, ce qui signifie que ces militants perdront toute possibilité d'être défendus légalement. D'autres camarades ont besoin d'avocats, de colis alimentaires, de moyens pour faire appel – tout cela nous demande de l'argent que nous ne pouvons pas rassembler par nous même.

Tous vos dons seront utiles ! Partagez cet appel avec vos camarades et groupes, organisez des événements de soutien, et diffusez les infos au sujet des anarchistes bélarusses emprisonnés !

Infos supplémentaires :

A la publication de cet appel, plus de 2000 personnes ayant participé au soulèvement de 2020 sont dans les prisons du régime de Loukashenko. Parmi ces personnes il y a au moins 30 anarchistes et antifascistes qui subissent la répression politique, la torture et l'emprisonnement à cause de leur engagement politique. Beaucoup de camarades ont dû quitter le Bélarus pour fuir la violence du régime et de lourdes peines de prison.

Deux ans après le début du soulèvement, les procès politiques continuent. Il y a un mois, quatre anarchistes étaient condamnés à des peines de prison de 4,5 à 5 ans, dans le cadre du « procès Pramen [1] ». Il y a quelques semaines a commencé le procès de la soit-disant « organisation criminelle anarchiste internationale », un pur produit de l'imagination de la police politique. En réalité, ce dossier a été monté dans le seul but de détruire le mouvement anarchiste. Dix personnes sont inculpées, et le procès est à huis-clos.

D'autres personnes attendent leur procès, dont Kristina Cherenkova, Anna Pyshnik et Oleg Avdeyenko.

En 2021, l'ABC Bélarus a dépensé des dizaines de milliers d'euros en frais d'avocat, colis aux prisonniers et aide aux familles. C'est principalement les mouvements de solidarité internationale qui ont rendu ce soutien possible – tous les dons proviennent de camarades.

La guerre en Ukraine a un impact sur les dons en direction des prisonniers Bélarusses. Le contexte international a rendu prioritaire le soutien vers celles et ceux qui se battent contre le régime de Poutine. Nous sommes d'accord avec ce constat, mais la résistance continue en Russie et au Bélarus, y compris dans les prisons. Nous pensons que les prisonniers ne doivent pas être oubliés dans ces moments difficiles. Nos fonds s'épuisent, et nous sommes obligés de recourir une fois de plus à une campagne de financement participatif – seul votre soutien nous permettra de continuer à aider nos camarades.

Vos dons serviront à : payer les avocats (en ce moment nous dépensons 3000 euros par semaine, juste pour le procès de « l'organisation criminelle anarchiste internationale »), envoyer des colis aux prisonniers – la nourriture des prisons est très mauvaise, des colis sont nécessaires pour que les prisonnier-es se nourrissent correctement)

Nous assureront au moins ce minimum de soutien si la campagne de financement est un succès. Plus nous aurons d'argent, plus nous pourrions élargir notre soutien aux familles des camarades incarcérés et couvrir d'autres frais.

UNTIL EVERYONE IS FREE.

Anarchist Black Cross Belarus.

Lien vers la cagnotte : <https://www.firefund.net/abcbelarus>

Si vous voulez soutenir l'ABC Bélarus sans être limité par les délais assez courts de leur cagnotte, le site indique d'autres moyens pour leur envoyer de l'argent : <https://abc-belarus.org/?p=13148&lang=en>

Sur le procès Pramen : Collectif anarchiste, qualifié d'organisation extrémiste par le régime. Leur site est <https://pramen.io>

A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« La volupté de la destruction est une volupté créatrice. »

Mikhail Bakounine.



30 mars 2022, Saint-Lô : Le collectif antipub qui s'attaque depuis plusieurs mois à l'arsenal publicitaire de la ville publie une vidéo pour expliquer comment scier des panneaux publicitaires. La vidéo n'est plus disponible. Mais nous y apprenons qu'il suffit d'une bonne scie et de quelques lames... et d'une pincette de prudence.

31 mars 2022, Toulouse : Dans la nuit du 30 au 31 mars les locaux d'Arcadis à Toulouse sont tagués et les vitres étiolées. « « Arcadis est un des leader mondial du conseil et de « l'ingénierie durable » pour « l'environnement naturel et construit », présent dans plus de 70 pays. Tel un monstrueux sous-traitant qui rode, il est impliqué dans la réalisation des plans des galeries souterraines et des plans du funiculaire de CIGEO, projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. Parmi les autres « œuvres » d'Arcadis, on retrouve entre autres le projet du Grand Paris Express et la 3eme ligne de métro de Toulouse. »

08 avril, Caen : Avant le premier tour des élections présidentielles deux bureaux de vote sont tagués dans le quartier de la Haie-Vignée et au collège Hastings. On peut lire : « Choisir entre la peste et le choléra, c'est sans moi / A bas leurs élections / Voter ne sert à rien, résister oui ! / Abstention 2022 » ou « Nik l'Etat et ses élections / Vive la démocratie directe ! / A.C.A.B. » Une dizaine de jours plus tard, c'est au tour du bureau de vote de Saint-Jean-Eudes d'être tagué.

10-24 avril, Caen : Le soir du premier tour de l'élection présidentielle, une manif sauvage anti-électorale initiée par de jeunes maoïstes et quelques Gilets Jaunes réunit une centaine de personnes. Le 24 au soir, plusieurs appels ont cette fois circulé, et autour de 250 personnes arpentent les rues. Quelques fumigènes sont claqués, quelques poubelles incendiées ou renversées, quelques tags ornent les murs. Les flics se font discrets.

10 avril, Toulouse : Les vitres d'une banque LCL sont attaquées au marteau en solidarité avec Libre-Flot, l'un des inculpés de l'affaire dite « du 8 décembre » Dans cette affaire l'implication du camarade au Rojava dans la lutte contre DAESH est retournée contre lui pour le faire passer pour un dangereux terroriste.

13 avril, Grenoble : Un utilitaire SPIE est incendié : « Peu importe qui sera

élu au prochain tour des élections, l'État continuera à construire des taules pour enfermer ceux qui ne veulent et/ou peuvent pas rentrer dans ses cases. Dehors la menace de ces cages plane sur nos têtes, dedans elles blessent, torturent et tuent. C'est pour ça que la nuit du 13 avril un utilitaire Spie, entreprise constructrice des prisons, est parti en flammes. Des pensées à Boris et Flo. Solidarité avec les prisonnier.e.s anarchistes.

21 avril, Beauvais : Dans la nuit, un utilitaire de l'administration pénitentiaire est incendié. En 2019 et 2020, deux autres véhicules de matons avaient également cramé.

24 avril Essonne : Lors d'un transfert vers la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, juste avant l'entrée, un détenu parvient à s'évader du véhicule des gendarmes.

27 avril, Paris, Lyon, Strasbourg, Lille, Reims, Grenoble, Caen, Rennes : Dans la nuit des câbles de plusieurs réseaux de fibre longue distance sont sectionnés. Ces câbles relient les grandes villes entre elles, mais les maintiennent également connectées aux grandes infrastructures numériques comme les datas centers. La panne est importante et touche des milliers d'abonnés, des entreprises et une grande partie des opérateurs. La fédération française a d'abord minimiser l'impact des sabotages et vanté la « résilience » du réseau, avant d'en appeler au durcis-

sement des sanctions pénales contre les auteurs de troubles, reconnaissant au passage que les actes de sabotage sur les infrastructures numériques sont en forte augmentation. Une enquête a immédiatement été ouverte pour « détérioration de bien de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation », « entrave à un système de traitement automatisé de données » et « association de malfaiteurs ». Les investigations auraient été confiées à la DGSI, le renseignement intérieur, et à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

28 avril, Los Alamos (Chili) : un groupe de 40 personnes du groupe *Resistencia Mapuche Lavkenche (RML)*, a attaqué au petit matin plusieurs entreprises d'exploitation forestière. Trente-trois camions-bennes, tractopelles, chargeurs frontaux et autres camionnettes ont été livrés aux flammes en moins de trois heures, tandis que les deux voies d'accès aux entreprises (route de Trongol et chemin de Pilpilco) était barrées soit par des camions en feu déplacés là, soit par des barrages d'arbres abattus. Cette attaque coordonnée a été décrite par la presse chilienne comme la plus importante « depuis la reprise de la lutte violente par les groupes radicaux mapuche en 1997 ».

1er mai, Pamiers (Ariège) : Une Peugeot fraîchement sérigraphiée et acquise par la police de la ville est incendiée.

1er mai, Paris : Cette année encore les familles des vitrines ont encore été endeuillées. Sur 1 km ce sont quelques 40 enseignes qui sont pillées, attaquées, bombées... Mélenchon s'est immédiatement précipité pour manifester son message de condoléance et condamner ces « violences parasites » qui « invisibilisent la marche des syndicats et servent la propagande à nos pires ad-

versaires. Ras le bol. Le préfet de police savait. Incapable de garantir le droit de manifester en paix. »

Pourtant notre grand admirateur de l'Etat, détenteur du monopole de la violence légale, sait pertinemment qu'il y a bien plus de violence dans la manière dont une marchandise est produite que dans sa destruction et que la violence si elle est illégale est bien depuis des siècles l'une des armes récurrentes et légitime des exploités et des dominés.

3 et 21 mai, Beauvais : Le 3 mai la vitre d'une nouvelle antenne de la police municipale est visée. Le 21 mai c'est au tour du système d'ouverture de la porte, les pompiers interviennent.

8 mai, Etats-Unis : Alors que la Cour suprême des Etats-Unis s'apprête à annuler une jurisprudence qui légalisait l'avortement, à Madison dans le Wisconsin des individus ont décidé de dépasser le stade de la protestation et de l'indignation en attaquant au cocktail Molotov le siège du groupe de pression anti-avortement Wisconsin Family Action. L'attaque est revendiquée par le groupe *Jane's Revenge* en référence au groupe féministe *Jane Collective* qui organisait des avortements clandestins avant la jurisprudence de 1973. Le 7 juin c'est cette fois le centre de santé anti-avortement CompassCare dans la banlieue de Buffalo qui est attaqué.

10 mai 2022 : Dans une interview donnée à La Tribune, le président de la fédération française des télécommunications s'inquiète des sabotages d'antennes relais. Sur les 6 derniers mois ce sont quelques 15 sites d'antennes qui sont attaqués chaque mois. Pour les coupures de fibre optique, ce sont cette fois quelques 30 coupures qui sont recensées tous les mois. Pour répondre à la situation les opérateurs collaborent activement avec les forces de police et renforcent les systèmes de surveillance

des infrastructures : vidéo-surveillance, détecteurs de mouvement, grillage renforcé, peinture ignifugée sur les pylônes...

Le 17 mai, Lyon : Un détenu transféré de la maison d'arrêt de Corbas hospitalisé à l'Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale de Lyon sud a réussi à s'évader. Il aurait tordu les barreaux de sa fenêtre pour sortir avec une corde fabriquée avec ses draps.

26 mai, Toulouse : 3 bornes de rechargement de voitures électriques sont incendiées dans le quartier des Septs Deniers et avenue Crampel. Sur Indymédia Lille, on peut lire : « *Le mirage nucléaire s'incarne dans des mines à ciel ouvert et un festival de cancers et bientôt en un vaste désert. Nous ne voulons ni fossile ni nucléaire. Le Capital perd son énergie à nous vendre ses rêves à sec et sa course au progrès. Rien ne verdra l'industrie que sa mise à l'arrêt.* »

27 mai, Atlanta : Un centre pour la jeunesse financé par la police d'Atlanta est incendié.

4 juin, Russie : A Komsomolsk-sur-Amour, un habitant incendie l'entrée du bureau de la garde nationale militaire.



Vers le vide
il se précipite, cet homme
dans les rues de cette ville sans nom
Sous un ciel rouge de flammes, de bruits
il ne s'arrête pas pour regarder autour de lui
il n'a pas le temps
Un cri, «tourne vite
non, pas par-là
vite! rejoins les autres, quels autres?»
Tête basse, il suit les lignes
il suit son ombre
ne voyant même pas les bâtiments sur le coté
Il n'entend que cette voix qui lui dit
«cours, vas-y, plus vite»
Le son d'acier qui frappe les murs
frappe encore dans sa tête
Est-ce qu'ils sont là? il ne le sait pas
Il continue comme une bête
c'est le renard coincé par des chiens
qui veulent le déchiqueter
Il a peur
Il entre vite dans le jardin
les arbres le soulagent
ils filtrent la lumière éclatante, éblouissante
L'herbe mouillée lui fait penser à des jours plus tranquilles
Il ferme les yeux, tout se calme
mais ces couleurs, ces bruits, pèsent sur lui
Il entend toujours cette voix qui lui dit
«vas-y plus vite, cours, cours, cours»
Puis il la sent dans toute sa richesse
doucement lui percer la peau, la chair, le cœur
Petit à petit le film se ralentit devant ses yeux
et il se réjouit
Tout s'engourdit en lui
tout devient plus beau.

« Le cauchemar »,
Jules Delavigne, 1991.